

SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEEN DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT ANNUEL

2012



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

2012

RAPPORT ANNUEL

du

SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANNIEN DE L'ENVIRONNEMENT

BIBLIOTHÈQUE DU PROE – DONNÉES DE CATALOGAGE AVANT PUBLICATION

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2012 – Apia, Samoa : PROE, 2013

p. 29 cm

ISSN : 1562-675X

1. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE). I. Titre
363.7099

Photo de couverture : S. Chape

Autres photos : toutes les photos apparaissant dans la présente publication
ont été prises par des agents du PROE, lequel en détient les droits de propriété
intellectuelle.

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement autorise la
reproduction totale ou partielle du présent ouvrage à condition d'en mentionner
la source.

PROE, PO Box 240, Apia, Samoa

T : +685 21929

F : +685 20231

E : sprep@sprep.org

W : www.sprep.org

Cette publication est également disponible sur le site web du PROE.

Conception : The Little Design Company, Wellington (Nouvelle-Zélande)

Imprimé par Star Printery Ltd, Suva (Fidji) sur du papier issu de forêts gérées
conformément aux directives du *Forest Stewardship Council*.



Vision du PROE : L'environnement océanien, garant de nos modes de
subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

www.sprep.org

CLEAN
PACIFIC



Photo : S. Chape.

AVANT-PROPOS	2	BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE	44
INTRODUCTION	4	Écosystèmes insulaires et océaniques	46
HOMMAGE À LUI BELL	8	Espèces menacées et migratrices	52
		Espèces envahissantes	54
CAMPAGNE PACIFIQUE PROPRE 2012	10	COMMUNICATION, SENSIBILISATION ET GESTION DU SAVOIR	56
		Journée portes ouvertes du PROE	57
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	18	Communication et sensibilisation	58
Gestion des déchets solides	20	Aide à l'éducation à l'environnement	58
Déchets dangereux	22	Centre d'information et de documentation	60
Pollution marine	23		
		SERVICES GÉNÉRAUX	62
SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE	26	Ressources humaines	62
Développement durable – Rio+20	28	Technologies de l'information et de la communication	64
Politique et planification environnementales	29	Finance et administration	65
Surveillance environnementale et rapports sur l'environnement	30		
Accords multilatéraux sur l'environnement	31	SIGLES ET ABRÉVIATIONS	74
CHANGEMENT CLIMATIQUE	32		
Adaptation	34		
Projet océanien d'adaptation au changement climatique	34		
Atténuation	37		
Sciences et politiques	39		



Avant-propos

de Caroline Machoro, Présidente de la 23^e Conférence du PROE



L'Année 2012 a été particulièrement fructueuse pour le Secrétariat et ses États et Territoires membres. Elle a vu la poursuite des activités entamées avec le nouveau Plan stratégique 2011–2015, qui oriente les efforts collectifs déployés pour faire face aux enjeux et problèmes environnementaux pressants.

En tant que Présidente de la 23^e Conférence du PROE, je suis heureuse de saluer les succès enregistrés par le Secrétariat au cours de l'année écoulée, qui sont détaillés dans le présent rapport, et de le féliciter pour son travail assidu.

Je suis particulièrement heureuse que le PROE ait sensiblement augmenté le soutien apporté aux Membres insulaires océaniques, notamment aux territoires français et américains de la région.

La conférence tenue en 2012 à Nouméa a offert aux Membres océaniques du PROE une excellente occasion de mieux appréhender et comprendre les réalités de la vie dans notre région. Les excursions nous ont rappelé que nous sommes tous dans le même bateau, que nous naviguons tous dans les mêmes eaux et que le PROE travaille pour le bien de tous nos peuples.

Le PROE a fortement appuyé les actions menées par les pays océaniques pour atténuer les impacts du changement climatique, protéger la biodiversité, réduire et mieux gérer les déchets et améliorer les mécanismes de gouvernance, des ministères aux ONG en passant par les associations.

En 2012, le PROE a représenté les îles du Pacifique à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui a attiré l'attention sur les défis que notre région devra surmonter au cours du ^{xxi}^e siècle. L'importance des petits États insulaires en développement (PÉID) a notamment été soulignée à cette occasion et la conférence des PÉID de 2014 se tiendra symboliquement à Apia (Samoa). Elle sera l'occasion de mobiliser les efforts de tous pour bâtir l'avenir que nous voulons en tant qu'Océaniques.

Confrontés à de fortes pressions économiques, sociales et environnementales, nous tirerons profit de la coordination et de la coopération, en partageant des valeurs telles que la solidarité et l'amitié. Certains thèmes mériteront toute notre attention, notamment le partage équitable des ressources naturelles et minérales et la gouvernance des zones situées au-delà des juridictions nationales, à savoir la haute mer et les grands fonds marins. Nous sommes reconnaissants au PROE qui aide chacun de ses Membres à mieux comprendre ces questions ainsi que les grands instruments internationaux tels que le Protocole de Nagoya.

La campagne Pacifique propre, menée avec grand succès par le PROE, a attiré l'attention sur les défis associés à la gestion des déchets dans le Pacifique et sur le besoin de disposer de politiques et de programmes efficaces à l'échelon régional. Parmi les faits saillants de la campagne, citons des projets de transformation des déchets en ressources, ainsi que des programmes de sensibilisation et d'éducation sur le lien entre les mauvaises pratiques de gestion des déchets et la perte de biodiversité, les effets préjudiciables à la santé et à la qualité de la vie, et les impacts croissants des phénomènes dus au changement climatique. Cette campagne a adopté une démarche ouverte, en couvrant aussi bien des sujets très techniques visant des professionnels que des programmes de sensibilisation destinés à des femmes et des enfants.

En tant que Présidente, j'aimerais féliciter et remercier tous les Membres et partenaires des efforts déployés pour orienter et appuyer les activités assidûment menées par le PROE dans la région. Malgré le décès de Lui Bell, l'homme au grand cœur, nos activités se poursuivent. Je suis sûre qu'il aurait été fier de savoir que les territoires français utilisent enfin la base de données TREDs. Ces partenariats solides facilitent l'adoption d'une position commune alors que nous nous efforçons de créer un environnement océanique garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

CAROLINE MACHORO

Présidente de la 23^e Conférence du PROE



Introduction

de David Sheppard, Directeur général



C'est avec plaisir que je vous présente le rapport d'activité du PROE pour 2012, une année de consolidation et de succès pour le Secrétariat.

Je suis heureux de signaler que notre processus de gestion du changement a eu des retombées bénéfiques directes sur nos Membres insulaires océaniques. L'assistance financière et technique apportée par le PROE aux États et Territoires insulaires océaniques a ainsi plus que doublé ces trois dernières années.

L'année 2012 aura été marquée par la mise en œuvre de la nouvelle structure du PROE, qui reflète les domaines prioritaires de notre Plan stratégique : biodiversité et gestion écosystémique ; changement climatique ; surveillance environnementale et gouvernance ; et gestion des déchets et lutte contre la pollution.

Plusieurs projets ont été lancés en cours d'année, notamment sur les espèces envahissantes, la biodiversité insulaire, l'observation des océans et la gestion des déchets. Nous avons renforcé nos fonctions de base, dans les domaines des finances, de la gestion des ressources humaines et des communications, ainsi que nos capacités techniques. Le PROE se trouve ainsi mieux placé pour aider ses Membres à relever les défis environnementaux qui se posent à eux de façon pressante.

Le budget du PROE est passé de 8 millions de dollars É.-U. en 2008 à 19 millions en 2013, une augmentation qui reflète la confiance croissante que nous accordent nos donateurs et partenaires. Le PROE apprécie la confiance qui lui est témoignée et s'engage à déployer les efforts nécessaires pour en rester digne. Nous nous félicitons des initiatives prises par certains Membres pour financer le PROE sur une base pluriannuelle. Ces financements permettront au Secrétariat de mieux planifier et mettre en œuvre des programmes de longue haleine en Océanie.

Le présent rapport atteste la diversité et l'étendue des activités menées par le PROE en 2012. L'année a été faste pour le Secrétariat, qui s'est efforcé d'aider les États et Territoires insulaires océaniques à mieux faire face aux grands enjeux auxquels est confrontée notre région, à savoir la gestion des déchets solides et dangereux ; la lutte contre la pollution marine ; la protection des espèces et écosystèmes importants ; et la riposte aux principaux impacts du changement climatique.

La campagne « Pacifique propre », menée par le PROE en

2012, a souligné l'importance des défis liés aux déchets et à la pollution, qui ont de profondes répercussions sur l'environnement, la santé, les ressources hydriques et la qualité de la vie et hypothèquent fortement le développement durable de la région. Cette campagne a permis de sensibiliser le public, grâce à une série d'activités communautaires menées dans de nombreux pays du Pacifique, et de rappeler que « chaque geste compte ». Nous espérons qu'elle incitera tout un chacun à réfléchir à ce qu'il peut faire pour réduire les déchets et la pollution.

Dans le prolongement de cette campagne, le PROE a intensifié ses efforts tout au long de l'année pour aider les pays océaniques à gérer leurs déchets solides dans le cadre du novateur projet J-PRISM, mis en œuvre par l'Agence japonaise de coopération internationale avec le concours du Secrétariat. La capacité de gestion des déchets a été renforcée dans les pays océaniques grâce au soutien du gouvernement français.

Le PROE a également redoublé ses efforts pour aider les États et Territoires du Pacifique à mieux gérer les déchets dangereux, dont les huiles usagées, les déchets électroniques et l'amiante. Les efforts déployés pour lutter contre la pollution marine ont également été accentués grâce à diverses activités associées à la révision du Plan régional océanique d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN).

Le changement climatique continue d'être un véritable défi pour notre région et d'avoir d'énormes répercussions sur le mode de vie et les moyens d'existence des Océaniques. Ses effets sont ressentis par tous les secteurs et exigent des démarches intégrées.

La férocité dévastatrice de la saison cyclonique 2012-2013, et du cyclone Evan qui s'est abattu sur le Samoa et les Fidji, nous a rappelé la réalité de la vie dans notre région et le besoin de mieux intégrer l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de



catastrophe. Le PROE a travaillé en collaboration étroite avec ses partenaires, notamment la CPS, à l'élaboration de l'approche axée sur les plans d'action nationaux conjoints pour veiller à ce que le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe soient intégrés dans les processus de développement nationaux, sectoriels et communautaires.

Le PROE a rapidement pris des mesures pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS 2012-2021) et a renforcé sa capacité à aider les services météorologiques nationaux de la région à gérer et diffuser des informations météorologiques et climatiques.

L'important Projet océanien d'adaptation au changement climatique, une initiative financée par le FEM et mise en œuvre par le PROE et le PNUD, a obtenu des résultats tangibles dans les pays océaniques en 2012.

Les activités se sont également poursuivies dans le cadre de notre projet sur les énergies renouvelables (PIGGAREP), qui aide les pays à atteindre leurs cibles nationales en la matière.

Les écosystèmes uniques et variés de l'Océanie sont essentiels à la survie des populations des pays insulaires du Pacifique. La préservation de ces écosystèmes constitue une excellente base pour augmenter la résilience aux impacts du changement climatique et aux autres grands problèmes en matière d'environnement et de développement.

Organisation régionale chargée de la protection et du développement durable de l'environnement océanien, le PROE s'est toujours attaché à conserver notre unique biodiversité et nos fragiles écosystèmes. Une évaluation biologique rapide (BIORAP) a été réalisée avec beaucoup de succès dans les uniques forêts d'altitude de Savai'i (Samoa) grâce au concours financier du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques et de partenaires, dont les gouvernements du Samoa, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis.

La conservation des espèces menacées et migratrices est l'un de nos principaux domaines de travail. Nous sommes fiers d'avoir lancé en 2012 le Programme sur les espèces marines 2013-2017, qui rassemble des plans d'action en faveur des baleines, des dugongs, des dauphins et des tortues marines. Ce nouveau programme profite de l'élan suscité par les succès des plans antérieurs et présente de nouvelles orientations intégrant les enseignements du passé.

Au PROE, le nom de Lui Bell est synonyme de protection des espèces marines. Tous les spécialistes régionaux et internationaux des espèces marines se sont joints à la famille du PROE pour pleurer sa disparition en 2012. Nous tenons fermement à perpétuer son énorme héritage pour le bien des espèces marines et des populations océaniques.

La protection des écosystèmes est une riposte efficace au changement climatique. Le projet d'adaptation



Photo : S. Chape.

écosystémique de la province de Choiseul, aux Îles Salomon, a été entamé en 2012 grâce à un financement de l'USAID. Il répond à une demande formulée par le gouvernement des Îles Salomon concernant un partenariat plurisectoriel intégré. En 2012, le PROE, la GIZ et la CPS ont collaboré à une évaluation communautaire de la vulnérabilité de 27 villages de la province et des mesures d'adaptation nécessaires. Le PROE concentre ses efforts sur l'adaptation écosystémique, notamment la protection côtière et la gestion prévisionnelle « de la montagne au récif », afin de soutenir des moyens de subsistance durables grâce à la conservation des écosystèmes.

Le PROE a largement contribué aux préparatifs océaniques à la Conférence sur le climat, à Doha (Qatar), à la Conférence sur la diversité biologique, à Hyderabad (Inde), et à la Conférence Rio+20, à Rio de Janeiro (Brésil). Ces importantes réunions ont permis aux pays insulaires de défendre une position commune dans le cadre de la campagne « Périple océanique », en attirant l'attention sur la vulnérabilité de nos petites îles, la nécessité d'agir sans tarder et l'importance des partenariats.

Au cours de l'année écoulée, le PROE a renforcé son soutien à un large éventail d'activités menées par ses Membres océaniques en matière de surveillance environnementale et de gouvernance. Ces activités ont essentiellement été entreprises dans le cadre du projet ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sur les AME financé par l'UE. L'examen à mi-parcours de ce projet a salué le

PROE en tant que leader parmi les régions participantes, tant du point de vue des capacités renforcées que de la viabilité à long terme de son approche.

Le PROE a participé à l'élaboration de nouveaux instruments juridiques dans plusieurs pays, notamment de lois sur la météorologie à Vanuatu et de stratégies nationales de gestion de l'environnement à Kiribati et aux Îles Cook.

Des directives sur les études d'impact sur l'environnement (ÉIE) ont été améliorées et appliquées pendant l'année, notamment aux États fédérés de Micronésie et aux Tokélaou. Des cadres relatifs à la préparation de rapports sur l'état de l'environnement ont également été préparés.

Les pages suivantes, qui résument l'action du PROE en faveur d'un environnement océanique durable, illustrent la gamme d'activités menées par l'Organisation ainsi que la beauté de notre région.

Je tiens à remercier les Membres du PROE, ainsi que nos bailleurs de fonds, partenaires et collaborateurs pour leur contribution au cours d'une année 2012 fort fructueuse.

Je vous souhaite une agréable lecture du Rapport annuel 2012 du PROE.

DAVID SHEPPARD
Directeur général

Hommage à Lui Bell

1956-2012



« Qui que vous soyez, et quelle que soit votre condition sociale, vous pouvez et devez contribuer à la conservation, à la protection et au respect des espèces marines. »

LUI BELL

LUI Bell, qui a occupé pendant sept ans le poste de Conseiller du PROE sur les espèces marines, était l'élément moteur de la conservation et de la gestion des espèces marines dans la région. Son engagement passionné a inspiré des communautés et des dirigeants d'États et de Territoires océaniques tout au long de sa carrière.

Avant d'arriver au PROE, Lui a travaillé pour le gouvernement samoan dans les domaines des pêches, de l'aquaculture et de la conservation du milieu marin. Il a également été employé comme conseiller en aquaculture par l'Agence des pêches du Forum, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et AusAID.

Lui avait une femme, Anunisia Silila Bell, et cinq enfants (Margaret, Rachel, Caroline, Lui Junior et Lars), qui vivent tous au Samoa.

Lui était un être exceptionnel à tous points de vue. Il faisait partie de ces rares personnes capables de communiquer aussi bien avec des villageois que des directeurs d'organisations internationales, et d'obtenir des résultats positifs grâce à ces échanges. Il excellait dans l'art d'établir des partenariats fructueux visant la réalisation des objectifs régionaux de conservation du milieu marin : avec la Convention sur les espèces migratrices, l'Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère, le Fonds international pour la défense des animaux, *Conservation International* et bien d'autres encore.



Ses brillants états de service au PROE auront des retombées durables sur la conservation régionale des espèces marines malgré le peu de ressources dont il disposait. Lui était d'ailleurs passé maître dans l'art de joindre les deux bouts pour obtenir des résultats significatifs pour son programme.

Ses principales réalisations comprennent :

- L'élaboration et la mise en œuvre des Plans d'action régionaux sur les espèces marines, qui contiennent des orientations visant à aider les pays insulaires océaniques à protéger les dugongs, baleines, dauphins et tortues marines. Ces plans ont été révisés pour la période 2013–2017. Ils lui sont dédiés et resteront l'un de ses héritages les plus précieux, fruits de nombreuses années de collaboration avec les partenaires et gouvernements.
- L'élaboration du mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique sous les auspices de la Convention sur les espèces migratrices. Chantre de la protection des baleines et des dauphins, Lui a été le principal instigateur de ce mémorandum. Cet important instrument compte 15 pays signataires et sept organisations collaboratrices. Lui a également contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de directives sur l'observation des baleines pour le secteur écotouristique tongan.

- Concernant la conservation des tortues, Lui a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre d'approches novatrices pour étudier leur migration dans le Pacifique grâce à des bagues métalliques statiques suivies par satellite. Les informations recueillies dans le cadre de ce travail nous ont permis de mieux comprendre les routes migratoires de ces espèces emblématiques.
- Grâce aux relations que Lui a su entretenir avec les partenaires tels que la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), le PROE abrite aujourd'hui un Agent océanien chargé de la CMS, qui appuie les efforts régionaux de conservation.

Ces succès ne sont que quelques exemples de l'énorme contribution apportée par Lui aux efforts de conservation menés dans la région. Son travail et son engagement portent déjà leurs fruits, comme en attestent la création de sanctuaires de baleines et de requins dans le Pacifique ainsi que notre meilleure connaissance de la situation régionale concernant les tortues.

Son professionnalisme, sa bonne humeur et son esprit d'équipe manqueront beaucoup à tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître ; nous nous devons de l'honorer en veillant à la réalisation des objectifs régionaux de conservation des espèces marines, pour le bien des générations actuelles et futures.





Campagne Pacifique propre 2012

RÉDUIRE, RÉUTILISER, RECYCLER – CHAQUE GESTE COMPTE

Tel était le thème de la campagne Pacifique propre menée en 2012 par le PROE pour susciter, à tous les niveaux, des mesures susceptibles d'améliorer la gestion des déchets et de la pollution en Océanie. Lancée en février à l'occasion de la Journée mondiale des zones humides, elle a été menée en collaboration avec le ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Ses principaux résultats ont été les suivants : formation, dans neuf pays insulaires océaniques, de promoteurs de la gestion des déchets au niveau communautaire; appui à des activités communautaires dans cinq pays; et préparation et distribution à l'échelon régional de dossiers d'information sur les bonnes pratiques de gestion des déchets.

**CLEAN
PACIFIC**
2012



Lancement de la campagne
Pacifique propre aux Fidji.

LA CAMPAGNE

OBJECTIF 1 :

Veiller au bon déroulement de la campagne, à sa forte visibilité et à l'obtention de retombées positives.

Campagnes nationales

Les pays suivants ont mené des activités nationales dans le cadre de la campagne Pacifique propre.

ÎLES COOK

La campagne *Taau Taku Tita* (Agir face au problème des déchets) a été lancée le 10 février. Son origine remonte à la formation, au début des années 1990, d'un groupe de femmes décidées à sensibiliser leurs communautés au problème des déchets et à les encourager à agir. Son message est que la gestion des déchets est la responsabilité de tous (*Taau* – Tes, *Taku* – Mes, *Tita* – Ordures). Cette campagne a été relancée en 2012 avec davantage de ressources et la volonté d'agir aux échelons communautaire et national.

La campagne des Îles Cook : tri des déchets dans le cadre de *Taau Taku Tita*.

FIDJI

La campagne des Fidji a été lancée le 4 juillet par la Ligue féminine d'action catholique fidjienne. Elle avait pour but d'aider les femmes à partager avec leurs amis et proches les techniques de gestion et d'élimination des ordures ménagères.



ÎLES SALOMON

La campagne de nettoyage des Îles Salomon a été lancée le 29 mars à Gizo Town, dans la province occidentale. La division de l'hygiène du milieu et la municipalité de Gizo Town ont organisé une campagne de nettoyage à laquelle ont participé des employés de bureau, des entreprises, des commerçants et des résidents. Un volontaire de la coopération japonaise à l'étranger a également fait une démonstration du tri des déchets et du compostage des ordures ménagères.

Activité de nettoyage dans le cadre de la campagne des Îles Salomon.



OBJECTIF 2 :

Mener un travail de sensibilisation aux bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution et renforcer les capacités dans ces domaines.

Formation des promoteurs de la gestion des déchets sur le terrain

Un vieux proverbe attribué au philosophe chinois Confucius nous rappelle que l'on déplace une montagne en commençant par de petites pierres.

C'est dans cet esprit que le PROE a organisé, en février aux Fidji, un stage de formation de cinq jours auquel ont participé dix représentants de neuf pays insulaires océaniques. Cette initiative a bénéficié au soutien de l'Agence japonaise de coopération internationale dans le cadre du Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les pays insulaires du Pacifique (J-PRISM). Les stagiaires provenaient de groupes de femmes, d'organisations non gouvernementales, de municipalités et de groupes religieux. Ils ont été formés aux techniques de réduction des déchets et de compostage des déchets organiques, ainsi qu'à la mise en œuvre de programmes destinés aux écoles.



Atelier Pacifique propre 2012 – Formation aux nouvelles techniques de compostage.

Les connaissances acquises ont ensuite été appliquées à l'élaboration de projets de gestion des déchets.



Lancement d'un guide sur les déchets électroniques à l'intention des journalistes

Le PROE a élaboré un guide pour aider les médias océaniques à sensibiliser le public aux impacts et aux méthodes d'élimination du matériel électrique et électronique inutilisé ou périmé. Ce guide couvre les aspects juridiques, sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux des déchets électroniques, qui posent des problèmes de plus en plus importants dans les communautés insulaires océaniques. Il décrit également différents moyens pouvant être utilisés par les journalistes pour couvrir ces questions à l'aide d'activités et d'une étude de cas issue des Îles Cook. Produit avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le guide *E-waste for Journalists* a été distribué à 50 organes médiatiques de 15 États et Territoires insulaires océaniques.

Journée portes ouvertes du PROE

Des exposés de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution ont attiré l'attention sur le principe des 3R (*réduire, réutiliser, recycler*) et la gestion des déchets dangereux lors de la journée portes ouvertes du PROE, organisée le 8 juin.

L'équipe chargée de la gestion des déchets aborde le tri des déchets lors de la Journée portes ouvertes. Photo : J. Key.



Marche de sensibilisation

Le Pacifique propre a été choisi comme thème du *G'day Samoa Fun Run and Walk* du mois d'avril. Cette manifestation a été coorganisée par le Haut-commissariat de l'Australie au Samoa et le PROE, qui avait installé un kiosque d'information pour l'occasion.



G'day Samoa Fun Run and Walk – Marche de sensibilisation à la campagne Pacifique propre. Photo : D. Haynes.

OBJECTIF 3 :

Appuyer les actions menées sur le terrain pour réduire et gérer les déchets, lutter contre la pollution et gérer les substances chimiques dangereuses.

Appui aux actions menées sur le terrain

Des promoteurs de la gestion des déchets sur le terrain ont été invités à soumettre une demande de financement pour que leurs connaissances se traduisent en actions. Des demandes des Fidji, de Kiribati, de la Nouvelle-Calédonie, des Palaos, des Tokélaou et de Vanuatu ont ainsi été financées.

FORMATION DE FIDJIENNES AUX BONNES PRATIQUES DE GESTION DES DÉCHETS

À Lami, une petite ville proche de Suva, la Ligue féminine d'action catholique s'est vue attribuer la bourse destinée aux Fidji. Selon une enquête sur les pratiques de gestion des déchets réalisée par la Ligue auprès des ménages, 48 % des femmes s'occupent des ordures ménagères et 68 % des personnes interrogées estiment que les sacs plastiques sont les déchets les plus courants à Lami. La Ligue a ensuite travaillé avec les résidentes pour améliorer la gestion des déchets et a montré à 35 d'entre elles comment en faire une source de revenus en convertissant les emballages alimentaires et cartons de lait en porte-monnaie et jardinières.

OPÉRATION NOUVELLE-CALÉDONIE PROPRE 2012

L'Association pour la Sauvegarde de la Nature Néo-Calédonienne a reçu la bourse destinée à la Nouvelle-Calédonie, qu'elle a utilisée dans le cadre de la campagne « Nettoyons la Terre 2012 ». Des activités ont été entreprises sur 26 sites du territoire, aux îles de la Loyauté (Lifou, Maré) et à Bélep, grâce à la participation de près de 2000 volontaires. À Nouméa, 90 jeunes ont ramassé 120 kg de cannettes en aluminium, plus de 185 sacs d'ordures et des sacs de bouchons en plastique.



Nettoyage aux Palaos.
Photo : I. Ngirairiki et N. Yalap.

NETTOYAGE DES ÎLES DU SUD-OUEST DES PALAOS

Le Comité des Palaos pour l'éducation et la mise en valeur a reçu une bourse de l'opération Pacifique propre par le biais du Conseil pour la qualité et la protection de l'environnement. La campagne des Palaos a été menée dans les îles du sud-ouest. Le Comité a tenu des réunions communautaires pour aborder la question des déchets solides. Il a organisé plusieurs opérations de nettoyage de plages et de collecte de matières recyclables (bouteilles plastiques) et de substances dangereuses (batteries au plomb usagées) en vue de leur transport vers Koror, sur l'île principale de Babeldaob. Ces réunions ont également abordé l'importante question du volume des débris marins jonchant les côtes. Le Comité a montré comment réutiliser et éliminer ces débris en attendant de régler le problème.

Selon le Comité, les résidents de l'île recyclent leurs déchets depuis qu'ils savent qu'ils peuvent vendre leurs cannettes et bouteilles à l'installation de Koror. Le compte rendu préparé par le Comité indique notamment :

« Une amélioration des pratiques de gestion des déchets a été constatée, comme l'illustre la diminution du volume de déchets sauvages autour de l'île. Les liens créés entre la communauté locale et les agents des organismes publics participant au projet ont par ailleurs permis de poursuivre la collaboration et le soutien en matière de gestion des déchets, d'amélioration de l'infrastructure et d'atténuation. »

SENSIBILISATION À KIRIBATI

À Kiribati, South Tarawa et Betio ont été identifiés comme sites où l'élimination des déchets pose problème.

Grâce au soutien financier de la campagne Pacifique propre, le Groupe de jeunes adventistes de Tarawa a organisé un atelier destiné à 25 jeunes de six confessions différentes. Les participants ont été sensibilisés à la gestion des batteries au plomb, aux techniques de compostage et au principe des 3R (réduire, réutiliser, recycler).

La prochaine phase, prévue pour 2013, prévoit des activités de sensibilisation à Betio et South Tarawa, la promotion dans les médias et une exposition itinérante.



Activité de terrain à Kiribati – formation.

ATELIER DE GESTION DES DÉCHETS À FAKAOFO

L'objectif de la campagne Pacifique propre des Tokélaou était d'harmoniser les travaux des promoteurs de la gestion des déchets à Fakaofo avec le Plan stratégique national 2011–2015 grâce à un atelier de formation et de planification d'une journée. Vingt stagiaires ont ainsi pu améliorer leur compréhension des accords de recyclage existant entre le Samoa et les Tokélaou, qui permettent à ce pays d'envoyer des matières recyclables au Samoa, d'où elles sont exportées en vue de leur traitement ultérieur. Les stagiaires ont également recensé des déficiences opérationnelles et des solutions appropriées.

Mika Perez, directeur du Département du développement économique, des ressources naturelles et de l'environnement, estime qu'une communauté saine repose sur « l'interdépendance de tous les écosystèmes naturels sains auxquels appartiennent les êtres humains, tels que la mer, les lagons, les récifs coralliens, les océans, les littoraux, la flore et la faune ».

PRIX DES MÉDIAS VISION PASIFIKA

Ce prix récompense l'excellence journalistique. Le récipiendaire pour 2012 était Daniel Namosuaia, un reporter du *Solomon Star*, pour un article intitulé « Wastes of our City » (les déchets de nos villes), qui abordait les mauvaises pratiques de gestion des déchets à Honiara et attirait l'attention sur les solutions potentielles. Helen Rei, une journaliste de Papouasie-Nouvelle-Guinée dont les articles sur le nettoyage de l'océan ont été publiés dans les journaux *Post-Courier* et *The National* a également fait l'objet d'une mention spéciale.



Daniel Namosuaia.

OBJECTIF 4 :

Intégrer la gestion des déchets et la lutte contre la pollution dans les politiques sectorielles nationales.

Politique, stratégie et plan d'action des Îles Marshall sur la gestion des déchets solides

La planification et la mise en œuvre stratégiques sont l'un des piliers d'un programme durable de gestion des déchets solides. Pour citer Benjamin Franklin (paraphrasé par Winston Churchill) : « Ne pas planifier, c'est planifier l'échec ».

Le Secrétariat a bénéficié d'un financement de la JICA pour aider la République des Îles Marshall à élaborer son projet de politique, de stratégie et de plan d'action sur la gestion des déchets solides. Ce document fait le lien avec le Cadre stratégique de développement 2003–2018 et la Stratégie et le plan d'action sur la biodiversité pour 2000.

Atelier sur la stratégie des Îles Marshall –
centre de tri des déchets.



OBJECTIF 5 :

Promouvoir la ratification et la mise en œuvre des accords régionaux et internationaux pertinents.

Formation sur la pollution marine

L'Océanie possède d'exceptionnelles ressources écologiques soumises à de multiples pressions, notamment la pollution par les navires, les déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques, l'élimination des déchets, les eaux usées et les eaux de ballast.

La cartographie des zones sensibles prioritaires pour aider les pays à éviter les déversements d'hydrocarbures et y riposter contribuera à protéger l'environnement marin de la région.

Un atelier de deux semaines a été organisé en octobre par l'Organisation maritime internationale, avec l'assistance du PROE et des directions australienne et néo-zélandaise de la sûreté maritime, pour former les participants océaniques à la cartographie des zones côtières sensibles. Il s'adressait aux hauts fonctionnaires des pays parties à la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de

pollution par les hydrocarbures 1990 et au Protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution dans la région du Pacifique Sud (Protocole de Nouméa) ainsi qu'à la Convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (Convention de Nouméa).

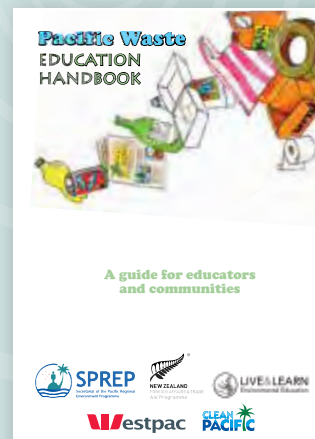
Cette formation a permis aux participants de mieux comprendre :

- i. les rôles et responsabilités des membres d'une équipe d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures ;
- ii. la *Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures* et la *Convention et le Protocole de Nouméa* ; et
- iii. la cartographie des zones côtières sensibles.

RESSOURCES

GUIDE ÉDUCATIF SUR LA GESTION DES DÉCHETS DANS LE PACIFIQUE

Ce guide a été préparé pour les éducateurs et animateurs communautaires du Pacifique. Il comprend des activités ludiques et éducatives qui encouragent les populations à veiller à la propreté de leurs îles. Élaboré en 2010 au format électronique, il a été imprimé en 2012 dans le cadre de la campagne Pacifique propre grâce au concours financier de la *Westpac Banking Corporation*.



FICHES D'INFORMATION

Plusieurs fiches d'information, téléchargeables sur le site du PROE, ont été produites avec le soutien financier de la *Westpac Banking Corporation* :



CHAQUE GESTE COMPTE :

Mesures à la portée de tous pour veiller à la propreté de notre environnement.



BATTERIES AU PLOMB :

Conseils sur les risques associés aux batteries au plomb, leur manipulation et leur élimination sans danger.



CONVENTION DE WAIGANI :

Informations sur la Convention, qui interdit l'importation des déchets dangereux et radioactifs dans les États insulaires du Forum et contrôle leurs mouvements transfrontières et leur gestion dans le Pacifique Sud.



DÉCHETS, POLLUTION ET TOURISME :

Décrit les liens entre les déchets, la pollution et le tourisme et fournit des conseils sur la bonne gestion des déchets.

2013 ET AU-DELÀ


Le message clé de l'opération Pacifique propre était que « chaque geste compte ». Ce message intemporel sera retenu par le PROE pour les activités qu'il mènera en 2013 et au-delà dans les domaines de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution. Le logo de l'opération Pacifique propre (ci-contre) rappellera la campagne de 2012.



Gestion des déchets et



lutte contre la pollution

A person wearing a purple dress and a green headscarf is walking away from the camera, carrying a large pile of waste on their back. The waste includes a large white plastic bag, a cardboard box, and various other debris. The ground is covered in trash, and the background shows a body of water under a blue sky with clouds. The overall scene depicts a significant waste management problem.

Les pays océaniques poursuivent leur développement et leur croissance grâce à l'adoption de nouvelles technologies et à la mise en place de nouveaux secteurs industriels visant à maintenir et à améliorer les moyens de subsistance des populations. Malheureusement, les mauvaises pratiques de gestion des déchets restent un obstacle important au développement durable. Elles ont un effet néfaste sur l'environnement de la région ainsi que sur la santé publique, la qualité de l'eau, la pêche, le tourisme, le commerce et la qualité de vie en général.

Le travail mené par le PROE dans les domaines de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution du PROE couvre trois grands domaines : la gestion des déchets solides, la gestion des déchets dangereux et l'amélioration des méthodes de gestion de la pollution terrestre et marine.

GESTION DES DÉCHETS SOLIDES



Décharge SEP à Tahiti. Photo : D. Haynes.



Station de transfert à Tahiti. Photo : D. Haynes.

J-PRISM

Le Projet quinquennal (2011–2016) de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides (J-PRISM), financé par le Japon à hauteur de 10 millions de dollars É.-U., a enregistré des progrès importants dans les pays insulaires océaniques. Ce projet est mis en œuvre par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en collaboration avec le PROE.

Dans le cadre du J-PRISM, les Fidji ont mis en place un programme de compostage des déchets organiques et des procédures de collecte des données sur les déchets, et ont facilité la prestation, dans d'autres pays, de cours de formation aux principes de la réduction, de la réutilisation et du recyclage des déchets. Les autorités locales de Tarawa-South, à Kiribati, ont élaboré une méthode efficace de compostage à domicile. Vanuatu a accueilli un séminaire régional de formation pratique intensive à la gestion des décharges. Les Îles Salomon ont achevé une série d'activités de collecte de données sur les déchets et l'élaboration de plans d'amélioration des décharges.

Planification stratégique

La planification stratégique est une des pierres angulaires des activités d'adoption de systèmes autosuffisants de gestion des déchets solides. Dans le cadre du J-PRISM, le PROE a aidé les Îles Marshall à élaborer une stratégie nationale de gestion des déchets (2012–2016) ainsi qu'un plan d'action. Il a également prodigué des conseils techniques aux Palaos afin de les aider à achever et à mettre en œuvre leur plan de gestion des déchets solides.

Rôle du secteur privé dans la gestion des déchets

La promotion du rôle du secteur privé en tant qu'intervenant essentiel dans la gestion des déchets solides est l'une des principales mesures prévues dans la Stratégie régionale de gestion des déchets solides 2010–2015. En 2012, le PROE a prêté assistance au projet J-PRISM pour renforcer l'engagement du secteur privé en participant à deux événements importants à Okinawa (Japon) : un symposium sur les éco-îles et un atelier de formation destiné aux organismes océaniques de recyclage.

Le symposium d'une journée sur les éco-îles a réuni des intervenants des secteurs privé et public de plusieurs pays insulaires océaniques. L'éco-île est une île modèle qui pratique une agriculture respectueuse de l'environnement et une gestion durable des ressources hydriques et des déchets, utilise des sources d'énergie renouvelable, conserve l'habitat insulaire naturel et protège la biodiversité.

Le symposium a mis en lumière des approches possibles pour appliquer avec succès les principes de l'éco-île :

- planification intégrée de la gestion des déchets et de l'eau, et planification proactive visant à s'attaquer aux causes premières des problèmes environnementaux ;
- promotion du changement des comportements et sensibilisation par le biais de programmes de vulgarisation destinés à des groupes cibles, en particulier les écoliers ;
- promotion de la collaboration des secteurs privé et public, recours à des incitations financières et création d'un climat propice à la réalisation de programmes de gestion de l'eau et des déchets.



Tri des matières recyclables, Centre de Recyclage et de Transfert (CRT), Papeete (Tahiti). Photo : D. Haynes.



Aires de stockage des matières recyclables, CRT, Papeete (Tahiti). Photo : D. Haynes.

Le renforcement des capacités du secteur privé dans le domaine de la gestion des déchets a fait l'objet d'un atelier animé par une ONG basée à Okinawa, en collaboration avec le projet J-PRISM. Les représentants d'une entreprise de recyclage des déchets et d'autres participants venant du Samoa, des Tonga et de Yap (États fédérés de Micronésie) y ont glané des renseignements qui leur permettront d'améliorer leurs opérations de recyclage.

Initiative régionale de l'AFD pour la gestion des déchets solides

L'initiative régionale pour la gestion des déchets solides, financée par l'Agence française pour le développement (AFD) et mise en œuvre par le PROE sur une période de quatre ans (2011–2015), a jusqu'ici fortement contribué à combler les déficits de capacités de la région. Le PROE a engagé l'Université Griffith de Brisbane (Australie) dans un projet de collaboration avec l'Université nationale des Fidji visant à mettre sur pied un cours de formation des formateurs océaniques en gestion des déchets. Ce cours, qui sera donné aux Fidji en 2013, mettra l'accent sur le renforcement des capacités et sur la formation à l'application des 3R (réduire, réutiliser, recycler), ainsi qu'à la collecte et à l'élimination des déchets.

Des missions ont été conduites en 2012 dans deux des trois Territoires français du Pacifique pour étudier leurs pratiques de gestion des déchets. Elles ont conclu que la gestion des déchets solides est beaucoup plus avancée dans les îles principales de la Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie que dans les autres ÉTIO. La différence

observée est due en partie à l'aide financière fournie par l'État français.

Cependant, si cette aide venait à disparaître, les autorités territoriales devraient absorber la totalité des coûts de cette gestion et augmenter en conséquence les tarifs imposés aux ménages pour ce service.

Les enseignements tirés de cette initiative ont été intégrés dans le cours de l'AFD sur la gestion des déchets.

Intégration de l'adaptation au changement climatique dans le secteur de la gestion des déchets

Les incidences du changement climatique — par exemple, sur l'intensité et la fréquence des précipitations, la gravité des épisodes de chaleur extrême et l'intensité des cyclones tropicaux — risquent de conduire à une aggravation des dommages causés par ces phénomènes aux installations de gestion des déchets et d'augmenter en conséquence les risques de contamination de l'environnement et d'effets néfastes sur la santé publique.

En 2012, le PROE a obtenu un financement de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique d'AusAID pour la réalisation d'un projet pilote de deux ans sur « l'intégration de la planification de l'adaptation au changement climatique dans le secteur de la gestion des déchets ». La décharge municipale de Labasa, à Vanua Levu (Fidji), a été choisie pour la réalisation du projet et a fait l'objet d'une évaluation initiale en vue de la planification détaillée des activités associées.

DÉCHETS DANGEREUX

Gestion des huiles usagées

Le PROE a produit en 2012, à l'intention des ÉTIO, un document de référence portant sur la mise en place d'un système régional de gestion des huiles usagées. Ce document servira de point de départ à l'élaboration de stratégies nationales de gestion des huiles usagées.

Le document recommande notamment :

- la réalisation d'audits nationaux sur l'importation de lubrifiants ;
- l'élaboration de lois ou de règlements particuliers sur la gestion des huiles usagées ;
- la mise en place d'agences nationales chargées du contrôle des opérations quotidiennes de gestion des huiles usagées ;
- la mise en place d'un système de redevances intégrées dans le prix des produits, pour assurer le financement de la gestion des huiles usagées et de leurs collecte, entreposage, transport et réutilisation.

Ce projet a été financé par l'Initiative régionale pour la gestion des déchets solides de l'AFD.

Déchets électroniques

La demande créée par l'innovation technologique a pour effet de réduire progressivement la durée de vie des appareils électriques et électroniques. Lorsqu'ils deviennent périmés, ces appareils — ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, téléviseurs, lave-linge, radios, téléphones portables — sont mis au rebut de plus en plus rapidement et engendrent des quantités de déchets considérables partout dans le monde, y compris dans le Pacifique.

Les déchets électroniques contiennent des matières dangereuses qui sont en même temps précieuses et rares — par exemple, métaux et alliages — et qui peuvent être récupérées et recyclées.

Une stratégie régionale de gestion des déchets électroniques publiée en 2012 répertorie les risques environnementaux associés à l'élimination des déchets électroniques, fournit des conseils sur les meilleures pratiques de manipulation et d'élimination de ces déchets et élabore un cadre intégré qui permettra de procéder graduellement à leur collecte, à leur entreposage et à leur élimination dans la région du Pacifique.

Le PROE, avec l'aide financière fournie par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le cadre de son Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, élaborera un cadre intégré pour l'évaluation, la collecte et le recyclage



Cuves de stockage des huiles usagées, Fletcher Pacific Steel, Fidji.
Photo : D. Haynes.



Déchets électroniques, Kiribati. Photo : D. Haynes.

des déchets électroniques aux Îles Cook, à Kiribati et au Samoa. Il s'appuiera sur les cadres stratégiques et réglementaires de gestion durable des déchets électroniques élaborés par les pays insulaires océaniques pour réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère et veiller à ce que les consommateurs domestiques et industriels participent au financement des activités de recyclage des déchets électroniques conformément au principe de l'utilisateur payeur.

Conventions internationales sur la pollution

Les conventions de Waigani et de Bâle sont des accords internationaux qui réglementent le transport international des substances chimiques et des déchets dangereux dans le Pacifique. Les pays qui sont parties à ces conventions s'engagent à veiller à ce que les produits chimiques et les déchets dangereux soient éliminés de manière à ne pas nuire à l'environnement.

Le PROE agit à titre de secrétariat de la Convention de Waigani et de centre régional océanien de coordination des deux conventions. Il a présenté en 2012 le plan d'activité du centre pour la période 2012–2015. Ce plan met l'accent sur les programmes pratiques visant à minimiser les risques d'exposition des Océaniens aux déchets dangereux — par exemple, déchets électroniques, amiante et déchets d'activités de soins. Il prévoit par ailleurs de renforcer les liens avec l'organisation sœur basée à l'Université de Tsinghua, en Chine. Les accords de coopération prévus avec l'organisation chinoise prévoient notamment des stages de formation, des ateliers conjoints et l'accroissement de l'assistance technique visant des projets particuliers.

Problèmes nucléaires dans le Pacifique

Au cours du demi-siècle écoulé de 1946 à 1996, quelque 305 essais nucléaires ont été conduits dans la région du Pacifique par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis d'Amérique. Ces essais ont été réalisés sur des territoires appartenant aujourd'hui à cinq Membres du PROE : l'Australie, les États-Unis d'Amérique, les Îles Marshall, Kiribati et la Polynésie française. En outre, quatre essais ont eu lieu dans et au-dessus d'eaux internationales du Pacifique.

En 2011, des polluants radioactifs ont été rejetés dans le Pacifique par la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi, gravement endommagée par un puissant séisme suivi d'un tsunami.

À la demande de la Polynésie française, le PROE a préparé un document d'information sur les problèmes nucléaires de la région.

POLLUTION MARINE

Examen du Plan régional océanien d'intervention en cas de déversement en mer

Le Plan régional océanien d'intervention en cas de déversement en mer (PACPLAN) définit le cadre des interventions concertées en cas d'important déversement en mer. Élaboré en 2000, il a fait l'objet en 2012 d'un examen et d'une mise à jour approfondis réalisés dans le cadre d'une série d'ateliers réunissant les pays et territoires membres du PROE. L'exercice a été financé par l'Organisation maritime internationale.

Le nouveau PACPLAN propose une approche contemporaine de la gestion des interventions en cas de graves déversements d'hydrocarbures dans la région. Il prend en compte l'évolution récente des conventions internationales et régionales et du contexte économique et politique de la région, une évaluation régionale révisée des risques de déversement d'hydrocarbures et un guide actualisé des processus d'application du PACPLAN.



Participants à la réunion de révision du PACPLAN à Auckland (Nouvelle-Zélande).

Le nouveau PACPLAN sera présenté à l'occasion de la Conférence Asie-Pacifique sur la prévention et la préparation en cas de déversements d'hydrocarbures (SPILLCON 2013) qui se tiendra en Australie. Il sera également soumis aux fins d'adoption à la 24^e Conférence du PROE, en septembre 2013.



Photo : S. Chape.

ATELIERS

Atelier sous-régional océanien sur l'indemnisation et la responsabilité

La protection du milieu marin océanien contre la pollution causée par les navires constitue une priorité importante pour la région. Elle fait l'objet de trois conventions sur les questions d'indemnisation et de responsabilité : la Convention sur les hydrocarbures de soute, la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la Convention FIPOL (Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures).

Un atelier sous-régional mélanésien organisé en janvier 2012 à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) s'est penché sur le fonctionnement des conventions et sur la façon dont les pays qui les ratifient et les mettent en vigueur peuvent obtenir des financements. Cet atelier, financé par l'Organisation maritime internationale, a été animé par Chiara DellaMea, du FIPOL, et par Alex Hunt, de la *International Tanker Owners Pollution Federation Limited*.

Zones maritimes régionales particulièrement sensibles et mesures de protection associées

Une zone maritime particulièrement sensible est une zone vulnérable aux dommages causés par les activités maritimes internationales et qui, par voie de conséquence, doit faire l'objet de mesures de protection spéciales mises en œuvre par l'Organisation maritime internationale (OMI).

L'OMI s'appuie pour cela sur les lignes directrices concernant les *zones maritimes particulièrement sensibles* et sur les lignes directrices de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires concernant les *zones spéciales*.

Un atelier régional, organisé par l'Autorité australienne de sécurité maritime (AMSA) et le PROE grâce au concours financier de l'OMI, a défini cinq zones de la région océanienne qui répondent aux critères écologiques prescrits par les lignes directrices : la passe de Jomard, en Papouasie-Nouvelle-Guinée ; le sud des Îles Cook ; la portion occidentale des Fidji ; le sud des Palaos ; et l'aire protégée des Îles Phénix, à Kiribati.



Atelier sur l'indemnisation et la responsabilité, PNG. Photo : A. Talouli.



Participants à la formation OPRC à Apia. Photo : N. Wootton.

Formation de niveau 3 sur les déversements d'hydrocarbures et formation à la cartographie des zones écosensibles

Répondant aux demandes des pays qui souhaitent pouvoir intervenir plus efficacement en cas de déversements d'hydrocarbures, le PROE a organisé, en 2012 au Samoa, une formation de niveau 3 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures et sur la cartographie des zones écosensibles. Cette formation, organisée grâce au concours financier de l'OMI et avec l'aide de l'AMSA, de *Maritime New Zealand* et du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa, a attiré 31 participants provenant de 12 pays insulaires océaniques.

Un plan d'action élaboré à l'issue de cette formation a exhorté les Membres du PROE à renforcer leurs dispositifs de gestion de la pollution en élaborant des stratégies nationales de lutte contre la pollution, en procédant à des évaluations des risques, en organisant régulièrement des exercices d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures et en entretenant les équipements requis à cette fin, et en ratifiant et en mettant en œuvre les instruments régionaux et internationaux de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.



Formation OPRC. Photo : A. Talouli.



Surveillance enviro



Environnementale et gouvernance

La surveillance environnementale et la gouvernance représentent une nouvelle priorité du Plan stratégique 2011–2015 du PROE qui reconnaît ainsi l'importance, dans la perspective du développement durable, de pouvoir compter sur des cadres de gouvernance solides pour la planification et la gestion intégrées de l'environnement. Mise en place à la fin de 2011, la nouvelle division Surveillance environnementale et gouvernance a achevé en 2012 sa première année d'activité.

Cette nouvelle division aide les Membres à améliorer les cadres de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement, les politiques, la législation et la planification environnementales, ainsi que le suivi et l'établissement des rapports. Elle s'occupe également de l'intégration des enjeux environnementaux et de la promotion du développement durable.



RIO+20
United Nations Conference
on Sustainable Development



Délégués océaniques à Rio+20.

DÉVELOPPEMENT DURABLE – RIO+20

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), organisée à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, a été l'une des principales sources d'inspiration du travail d'intégration du PROE. Ce dernier a assuré la coprésidence du groupe de travail océanique sur le développement durable qui a dispensé des services coordonnés et intégrés de conseils et de soutien techniques aux pays membres tout au long du processus de négociation de 18 mois.

Ces efforts ont conduit à l'inclusion dans le compte rendu de la Conférence Rio+20 des principaux enjeux de la région océanique : l'importance du rôle des océans ; l'application de l'économie verte dans un monde bleu ; et la prise en compte des besoins spéciaux des petits États insulaires en développement (PÉID).

Le compte rendu de la Conférence contient 19 paragraphes portant exclusivement sur les océans, qui représentent le domaine thématique le plus important du document. On a ainsi reconnu l'importance de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique du milieu marin à l'intérieur et au-delà des juridictions nationales, et défini les moyens par lesquels les parties pourraient traiter

cette question en élaborant un instrument international dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. On a enfin fait en sorte que les enjeux océaniques soient pleinement pris en compte par les approches axées sur l'« économie verte ».

Rio+20 a accepté de reconnaître que les PÉID constituent un « cas particulier », encourageant ainsi la mise en œuvre de plans d'action mondiaux les concernant, notamment le Plan d'action de la Barbade et la Stratégie de Maurice. Cette approche met l'accent sur les vulnérabilités des PÉID et l'insuffisance des moyens dont ils disposent du fait de leur isolement et de la faible taille de leurs territoires, administrations et populations. Les participants sont également convenus d'organiser une troisième conférence internationale sur les PÉID en 2014. Cette conférence se tiendra probablement dans le Pacifique puisque les deux précédentes ont été organisées dans les Caraïbes et dans l'océan Indien. À l'occasion de Rio+20, le PROE a organisé une manifestation parallèle qui a remporté un vif succès et a permis aux dirigeants océaniques de décrire les enjeux particuliers de la région. L'équipe médiatique du PROE s'est employée à faire de même tout au long de la Conférence.

POLITIQUE ET PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALES

Législation

Au début de 2012, le PROE a achevé l'ébauche d'un projet de loi sur la météorologie pour Vanuatu. Outre les questions classiques de la prévision météorologique, la nouvelle loi couvrira de nouveaux domaines tels que les risques géologiques et les responsabilités en matière de changement climatique qui ont été reconnus en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle définira les responsabilités, les pouvoirs et les domaines d'intervention du Département de la météorologie et des risques géologiques de Vanuatu. Le projet de loi devrait être présenté au Parlement au cours du second semestre 2013.

Stratégies nationales de gestion de l'environnement

Le PROE a élaboré pour Kiribati et les Îles Cook des projets de stratégies nationales de gestion de l'environnement qui examinent et actualisent les plans nationaux élaborés au cours des années 1990, renforcent le traitement des enjeux environnementaux prioritaires nationaux et complètent les stratégies nationales de développement durable de chaque pays.

Le PROE a également fourni une assistance aux Tokélaou pour la préparation d'un plan national pour le développement et l'environnement en facilitant les consultations communautaires dans les trois atolls : Nukunonu, Fakaofu et Atafu. Le plan 2013–2015 décrit les priorités des Tokélaou en matière de renforcement des modes de subsistance et de gestion des enjeux environnementaux.

Études d'impact sur l'environnement

À la suite d'une mission d'orientation effectuée en 2011, le PROE a élaboré à l'intention des États fédérés de Micronésie des directives sur les études d'impact sur l'environnement, qui visent, d'une part, à intégrer les mesures de gestion durable des terres et de protection contre les aléas du climat, tant au niveau fédéral qu'à celui des États, et, d'autre part, à orienter l'action des intervenants visant à intégrer ces mesures dans les politiques et plans de développement économique existants.

Un cadre stratégique a également été élaboré pour les Tokélaou afin d'orienter leur processus d'évaluation. Ce plan les aidera à évaluer les principaux impacts environnementaux et sociaux d'un projet de piste d'atterrissage. On a recommandé aux Tokélaou de mettre en place un cadre juridique pour la réalisation de cette



Collecte d'eau à Kiribati.

étude. Le PROE a également prêté assistance aux Fidji pour l'examen de l'étude préliminaire des impacts sur l'environnement du projet de mine de cuivre de Namosi.

Activités liées à la CNUCLD

La division Surveillance environnementale et gouvernance a aidé le Comité directeur national fidjien pour la protection des terres à réviser et reformuler le plan d'action national fidjien de sorte qu'il soit conforme aux objectifs du plan stratégique de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD). Les Îles Cook ont également bénéficié de conseils pour la reformulation de leur propre plan d'action national.

Des ateliers ont été organisés pour les États fédérés de Micronésie, Kiribati et le Samoa sur l'utilisation du système de suivi et d'établissement de rapports en ligne de la CNUCLD. Cette formation a permis aux équipes nationales d'évaluer le degré de prise en compte, par leurs pays, des priorités de la Convention et d'en rendre compte. Ces rapports permettront aux pays de suivre la mise en œuvre des activités aux échelons local, national et mondial, et de planifier les futurs programmes.

Autres activités de planification

Le PROE a également animé un atelier en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa, et présenté une méthode de sélection des sites de projets pour le programme multifocal de FEM-5.

SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET RAPPORTS SUR L'ENVIRONNEMENT

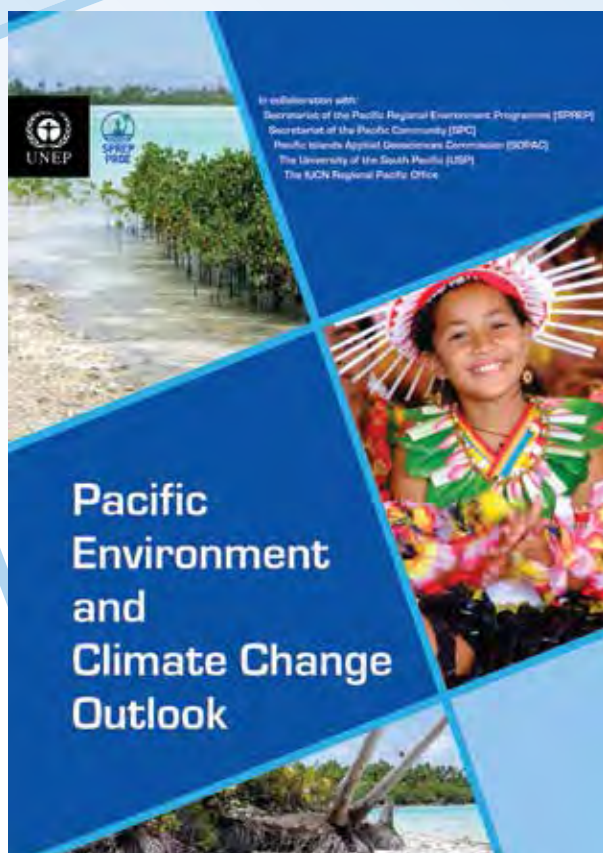
Méthode simple et efficace d'établissement de rapports sur l'environnement

Afin de réduire la charge liée à la préparation des rapports, nous avons élaboré un cadre intersectoriel simplifié d'établissement des rapports en prenant exemple sur le secteur de l'environnement. L'objectif consiste à simplifier l'établissement des rapports nationaux, régionaux et mondiaux dans tous les secteurs, tel qu'indiqué dans le Plan stratégique 2011–2015 du PROE.

Ce cadre a été élaboré conjointement avec le Centre des sciences de l'environnement de l'Université du Maryland, le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

(CPS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (Australie).

Ce travail a bénéficié du concours financier de la Convention de Nouméa et du programme de renforcement des capacités concernant les AME dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, financé par l'Union européenne. Le cadre initial sera peaufiné par le PROE, le Forum des îles du Pacifique et la CPS.



Rapports sur l'état de l'environnement

Le Forum océanien sur l'environnement de 2012 a formulé des recommandations utiles concernant la mise en place d'un cadre efficace et durable d'évaluation de l'état de l'environnement dans la région. La Conférence du PROE, qui s'est tenue après le Forum, a adopté un cadre d'évaluation assorti de recommandations supplémentaires. Ce cadre établit la structure et le processus d'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement dans la région.

Le rapport intitulé « Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement » a été présenté lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique tenue à Doha (Qatar). Il propose une évaluation détaillée de l'évolution de l'état de l'environnement de notre région au cours des 20 dernières années et se penche sur les enjeux physiques, géologiques, socioéconomiques et politiques du changement climatique et de l'environnement. S'appuyant sur des études de cas provenant de plus de 500 collectivités, le rapport présente une série d'options politiques visant à promouvoir le développement durable des petites collectivités insulaires. Il a été préparé par le PROE, en association avec le PNUE et d'autres organisations partenaires.



Tegua (Vanuatu). Photo : T. Nakalevu.

ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT

Centre océanien sur les AME



Le projet « Renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique » financé par l'Union européenne a été le principal véhicule utilisé par la division Surveillance environnementale et gouvernance dans son travail de renforcement des capacités. Ce projet plurirégional de quatre ans a débuté en mars 2009 et est exécuté par le PNUE, le PROE assumant le rôle de Centre océanien. Il a pour objet d'aider les pays à mettre en œuvre les AME et à respecter leurs engagements concernant l'atténuation des effets du changement climatique, la perte de biodiversité, les épisodes de sécheresse, la dégradation des sols et les autres menaces pour l'environnement. L'année 2012 a été marquée par :

- La Réunion océanienne préparatoire à la 11^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Rotorua (Nouvelle-Zélande) du 10 au 13 août, qui a réuni 43 participants de 10 pays, de 8 institutions ressources et du Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique. Une session de formation aux techniques de communication et une session de mise à niveau des compétences de négociation ont été

organisées dans le cadre de cette réunion. Un dossier sur l'Océanie a été préparé pour guider les délégués du « Périple océanien » participant à la Conférence. Des coordonnateurs du centre des Caraïbes étaient aussi présents et ont discuté avec leurs homologues océaniques des synergies entre les deux centres.

- Une manifestation parallèle ayant pour thème « Ma maison océanienne, mes îles, mes milieux humides » a été financée par le projet à l'occasion de la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar, tenue du 3 au 14 juillet à Bucarest (Roumanie). L'Océanie y a bénéficié d'une visibilité accrue et des comptes rendus ont été diffusés sur le blog Bionesian (www.bionesian.blogspot.com).

La deuxième phase du projet, prévue pour la mi-2013, a été approuvée en 2012. Elle fait suite à l'examen à mi-parcours effectué en 2011, qui a mis en lumière nombre de retombées positives, dont le renforcement des capacités des Membres et l'amélioration des capacités de négociation. La phase 2 mettra l'accent sur les AME portant sur la biodiversité et les déchets.



Changement clima

Quand on pense au changement climatique, on pense au Pacifique. Ce phénomène présente un défi incontournable pour les cultures, les peuples et l'avenir de la région. La communauté internationale se doit de relever ce défi d'une façon résolue et sincère, en déployant des efforts au moins équivalents à ceux des pays océaniens.

Organisation chef de file en matière de changement climatique en Océanie, le PROE s'acquitte de cette

mission en renforçant ses moyens, pour répondre aux demandes de plus en plus nombreuses de conseils, d'aide et d'intervention sur le terrain dans les ÉTIO. Son travail dans ce domaine prend diverses formes : renforcement des capacités nationales et communautaires d'adaptation, communication d'informations et de données scientifiques à jour sur le changement climatique, intégration, mise en œuvre sur le terrain, assistance stratégique, mobilisation de ressources, suivi et évaluation, communication et appui aux appels des représentants océaniens pour la mise en



tique

œuvre d'urgence de mesures qui permettront de réduire sensiblement les émissions mondiales.

Pour réaliser ces objectifs, la division Changement climatique du PROE a renforcé ses effectifs et mobilisé les fonds nécessaires pour accroître d'un tiers son budget annuel par rapport à 2011. Sa coopération avec d'autres divisions du PROE lui a permis d'offrir aux Membres des services d'aide diversifiés dans des domaines comme la communication et l'adaptation écosystémique, et des

conseils sur la façon d'obtenir des financements pour la lutte contre le changement climatique.

En 2012, les programmes nationaux d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets ont été élargis à l'échelle régionale, tandis que le Bureau météorologique océanien a augmenté l'assistance apportée aux services météorologiques nationaux et que l'aide à la lutte contre le changement climatique a été élargie pour couvrir un plus grand nombre d'ÉTIO.

ADAPTATION

Projet océanien d'adaptation au changement climatique

Le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) est le projet phare de la division Changement climatique. Il vise à accroître l'aptitude de 14 pays insulaires océaniques à intégrer les préoccupations liées au changement climatique dans les stratégies et les plans des administrations publiques, à élaborer des directives systématiques pour l'adaptation, à en démontrer l'utilisation dans des essais pilotes, et à établir les bases d'une approche globale pour l'adaptation à l'échelle régionale.

Les efforts d'intégration du changement climatique dans les processus nationaux de planification ont notamment porté en 2012 sur l'approbation par les autorités des Îles Salomon et des Fidji de politiques sur le changement climatique.



Protection des côtes

En 2012, le PACC a fait construire à Tafunsak (États fédérés de Micronésie) une nouvelle route conçue pour résister aux impacts actuels et futurs du changement climatique. Au Samoa, une digue plantée d'arbres indigènes tolérants au sel a été construite à Tafitoala, un village lourdement endommagé par le tsunami de 2009 et, plus récemment, par le cyclone tropical Evan. Des initiatives de gestion intégrée des ressources sont menées à proximité en tenant compte des enjeux du développement en amont et de la gestion des bassins versants.

« Ces mesures sont très importantes car la route principale, les maisons et les plantations de notre village sont désormais à l'abri des vagues. »

UTAI PEPE UTAI,
RÉSIDENT DE TAFITOALA (SAMOA)



Photo : PACC.



Photo : N. Woonton.

Gestion durable de l'eau

Dans le secteur de l'eau, le PACC a achevé à Tuvalu la construction d'un réservoir de 700 000 litres pour la collectivité de Lofeagai. Cette nouvelle installation sera officiellement livrée au début de janvier 2013. Le PACC a par ailleurs fourni de nouveaux purificateurs d'eau à énergie solaire à Nauru. Ces avancées importantes influenceront sur la gestion de l'eau dans ces deux pays pendant les 10 à 20 prochaines années.

Sécurité alimentaire pour tous

En 2012, des projets de démonstration sur le terrain de systèmes culturaux améliorés et de cultures résistantes aux effets du changement climatique ont été réalisés dans les atolls isolés de Ontong Java, aux Îles Salomon. Les Fidji ont par ailleurs incorporé dans leurs lignes directrices concernant les infrastructures de drainage et d'irrigation des mesures d'adaptation au changement climatique qui orienteront l'évolution de ces infrastructures pour les 10 à 20 prochaines années.



Photo : PACC.

Parité des sexes

Une évaluation de l'égalité hommes-femmes a été réalisée dans le cadre du PACC, afin d'examiner la place réservée aux femmes dans la conduite du projet. Cette évaluation s'est penchée sur différentes questions telles que la création d'un climat propice, la disponibilité des ressources et la possibilité d'intégration des enjeux sexospécifiques à tous les niveaux. Ses recommandations serviront à la planification future, par les coordonnateurs nationaux, les principaux intervenants et l'unité régionale de gestion du PACC, des mesures de promotion de l'égalité des sexes.

L'analyse coûts-avantages pour une adaptation plus durable



Atelier sur l'analyse coûts-avantages.

Un nouveau programme d'analyse coûts-avantages (ACA) aide les pays à choisir les options d'adaptation au changement climatique les plus appropriées à leur contexte particulier. Il permet de mesurer les avantages d'un projet (tant pour l'environnement que pour la santé) par rapport à ses coûts, pour pouvoir ainsi le comparer à d'autres options. Le PROE, en collaboration avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) et la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), a lancé ce programme pour aider les pays à prendre des décisions éclairées.

En 2012, les Îles Cook, les Îles Marshall, les Îles Salomon, Nioué, les Palaos, le Samoa et Tuvalu ont présenté les résultats de leurs analyses coûts-avantages et décrit comment elles les avaient aidés à élaborer leurs projets pilotes.



Plans d'action nationaux conjoints — intégration de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes

La férocité des cyclones qui ont frappé notre région en 2012–2013 nous a rappelé les dangers qui nous guettent.

Des études ont démontré qu'une prise en compte adéquate des risques de catastrophe ouvre la voie à une adaptation réussie au changement climatique. Le PROE a été le premier à préconiser l'approche des plans d'action nationaux conjoints (JNAP) pour assurer l'intégration des mesures d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophes dans la planification nationale, sectorielle et communautaire du développement et des processus de mise en œuvre.

Les moyens dont disposent les pays insulaires océaniques pour faire face aux catastrophes ou au changement

climatique à l'échelle nationale sont souvent très limités. C'est pourquoi la mise en commun de l'ensemble des ressources humaines et financières de la région est au cœur de l'approche des JNAP.

En 2012, le JNAP des Îles Cook a été élaboré avec l'aide de la CPS, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du PROE. La politique de Tuvalu en matière de changement climatique (Te Kaniva) et le Plan national d'action stratégique pour la gestion du changement climatique et des risques de catastrophes ont également été lancés avec l'aide du PROE et de la CPS. Nauru a aussi entrepris l'élaboration de son JNAP, grâce au concours du PROE, de la CPS et de la GIZ.

« L'analyse coûts-avantages a aidé les Îles Salomon à bien définir et orienter les activités de leur projet pilote. Elle a aussi permis de déterminer les coûts des diverses activités et de déterminer à l'avance ce qu'il était possible d'accomplir compte tenu du budget du PACC et du calendrier d'exécution. »

CASPER SUPA, COORDONNATEUR NATIONAL DU PACC POUR LES ÎLES SALOMON

Intégration

Pour favoriser l'intégration des enjeux du changement climatique dans la planification des politiques nationales des ÉTIO, le PROE a apporté son soutien à l'élaboration de programmes nationaux d'action pour l'adaptation. Il a également appuyé par le biais du PACC l'élaboration, aux Fidji, d'une politique nationale intersectorielle sur le changement climatique, qui a été lancée en 2012.

« Avant la mise en place de notre politique nationale sur le changement climatique, il nous fallait beaucoup de temps pour obtenir de l'aide des autres administrations publiques et les enjeux du changement climatique étaient méconnus et attirait peu d'attention. »

JONE WAQANIDROLA, MINISTÈRE DES INDUSTRIES PRIMAIRES DES FIDJI

ATTÉNUATION

Énergies renouvelables pour le Pacifique

Les pays insulaires océaniques jouissent d'une des capacités de production d'énergie renouvelable par habitant les plus élevées du monde, même si les populations restent largement tributaires des combustibles fossiles et si seulement 30 % d'entre elles ont accès à l'électricité.

Le PROE apporte son soutien aux pays et territoires membres qui souhaitent mettre en œuvre des projets appropriés sur les énergies renouvelables dans le cadre du Projet océanien de réduction des gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP).

Voici quelques-unes des réalisations du PIGGAREP en 2012 :

- installation de six tours de suivi éolien dans six sites provinciaux à Vanuatu ;
- étude sur une installation de pompes à eau solaires à Kiribati ;
- étude de stabilité dynamique pour le compte de la *Niue Power Corporation* ;
- étude de faisabilité du projet samoan de connexion au réseau des systèmes photovoltaïques ;

- étude sur les activités liées aux énergies renouvelables aux Tonga ;
- rapport sur l'évaluation des incidences environnementales, le secteur de l'énergie et l'utilisation de la biomasse aux Îles Cook ;
- installation de tours et de capteurs de suivi éolien dans quatre sites aux Îles Salomon.



Panneaux solaires aux Tonga.



Installation de panneaux photovoltaïques à Santa Ana (Îles Salomon).

Au cours de l'année, le PIGGAREP a également apporté son soutien à des activités d'éducation et de sensibilisation, et procédé à des visites de suivi et d'évaluation de sites de production d'énergie renouvelable aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu. Il s'est également associé à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables pour recueillir des données sur les transports et mettre à jour les informations sur ces énergies. Une étude de marché exhaustive portant sur les projets de financement des banques de développement axés sur l'énergie et les énergies renouvelables a également été réalisée en partenariat avec l'Union internationale pour la conservation de la nature aux Fidji, aux Îles Cook, à Kiribati, au Samoa, aux Tonga, à Tuvalu et à Vanuatu.

D'autres projets sur les énergies renouvelables financés par les bailleurs par l'intermédiaire du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique ont été mis en œuvre en 2012, notamment un projet sur l'utilisation productive des énergies renouvelables dans le secteur du tourisme des petits États insulaires membres du Forum financé par le Japon et mis en œuvre aux Îles Cook, à Kiribati, à Nioué et à Tuvalu pour promouvoir l'écotourisme « zéro énergie fossile » et des modes de subsistance durables.

Dans les villages de l'île Santa Ana, aux Îles Salomon, une initiative financée par Taïwan vise à promouvoir les systèmes modernes d'éclairage utilisant des modules photovoltaïques autonomes. Les travaux préliminaires ont été achevés en 2012 et l'installation sera terminée en 2013.





Lancement du portail lors de la 23^e Conférence du PROE

Portail océanien sur le changement climatique — gestion de l'information et des connaissances

Les institutions régionales et nationales détiennent une quantité considérable d'informations et d'outils sur le changement climatique. Cependant, il n'existait pas jusqu'à récemment de système coordonné et convivial de diffusion de ces informations.

Le site www.pacificclimatechange.net est désormais le portail à consulter pour accéder à toutes les informations disponibles sur le changement climatique en Océanie. Ce portail permettra de mieux comprendre les enjeux du changement climatique en faisant office de centre d'échange d'informations et de connaissances sur ce phénomène.

Il propose actuellement un calendrier des événements, un répertoire d'experts, des documents, des comités nationaux et régionaux, une photothèque et des liens vers des bibliothèques virtuelles océaniques répertoriant des informations sur le changement climatique. Le portail continuera d'évoluer et d'être actualisé, pour répondre aux besoins changeants de ses usagers.

« Le portail est un site convivial offrant à ses usagers une quantité considérable d'informations et d'outils sur le changement climatique produits par des institutions régionales et nationales. »

DAVID SHEPPARD, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PROE

La création du portail répond aux souhaits exprimés lors de la Table ronde océanienne sur le changement climatique organisée en 2009. Le PROE en assure la coordination en collaboration avec le Conseil régional des organisations du Pacifique. Divers partenaires ont contribué à son développement : la GIZ, l'Université du Pacifique Sud, la CPS et le Secrétariat général du Forum. Il a été lancé à Nouméa à l'occasion de la 23^e Conférence annuelle du PROE, en 2012.

Partenariat pour le Bureau météorologique océanien

Grâce au Cadre océanien d'intervention sur le changement climatique et à la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique 2012–2021, le PROE a considérablement renforcé ses capacités en matière de services météorologiques en prêtant son concours aux services météorologiques nationaux pour gérer et diffuser les informations météorologiques et climatiques.

À la Conférence du PROE de 2012, le Conseil météorologique océanien a adopté la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique pour permettre aux services météorologiques nationaux d'acquérir les moyens d'assumer leurs responsabilités au cours des dix prochaines années.

« Les cyclones tropicaux, les sécheresses et les crues soudaines, les ondes de tempête, les séismes et les tsunamis comptent parmi les phénomènes extrêmes qui préoccupent nos services. Nous avons assisté au cours de la dernière décennie à des catastrophes sans précédent qui ont coûté des vies et détruit les moyens de subsistance des populations océaniques. Je ne doute pas que cette stratégie et la volonté d'en soutenir l'application manifestée par le Secrétariat du PROE et par le Partenariat pour le Bureau météorologique océanien permettront d'en tirer tous les bénéfices possibles au cours des dix prochaines années. »

REGINALD WHITE, DIRECTEUR DU SERVICE
MÉTÉOROLOGIQUE DES ÎLES MARSHALL



Prévisions météorologiques

Les collectivités océaniques souhaitent pouvoir compter sur des prévisions et des avis météorologiques adaptés à leurs besoins, c'est-à-dire qui leur permettent de mieux planifier leurs activités de pêche, de plantation ou de récolte.

Le projet Finlande-Océanie pour la réduction de la vulnérabilité des moyens de subsistance des pays insulaires du Pacifique sous l'effet du changement climatique (FINPAC) répond à ce besoin. Il permet de renforcer les capacités des services météorologiques nationaux du Pacifique pour leur permettre de produire des informations météorologiques et climatiques fiables, à jour et utiles aux collectivités.

La Finlande a fourni 3,96 millions d'euros pour la réalisation de ce projet quadriennal auquel participent 14 pays membres du PROE : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Ce projet sera mis en œuvre et coordonné par la division Changement climatique du PROE dans le cadre du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien.

Le secrétariat du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique (PI-GOOS) est actuellement hébergé par la division Changement climatique du PROE. Il a pour mandat de faciliter l'établissement et la mise en œuvre de programmes d'observation des zones océaniques côtières et hauturières, et de contribuer à la collecte et l'utilisation des données, des informations et des produits tirés de ces observations.

En 2012, il a poursuivi sa collaboration avec les projets régionaux — par exemple, le Programme océanique de soutien climat et océans (COSPPac), financé par l'Australie, et le système d'observation de l'océan des territoires affiliés aux États-Unis — afin d'élaborer des produits adaptés aux besoins de la région.

D'autres projets nouveaux ont également été lancés — par exemple, pour la mesure en continu du plancton, de Brisbane aux Fidji. Un projet de planification d'un réseau de mesure de l'acidification de l'eau de mer a été mis en œuvre avec la collaboration de partenaires clés tels que *Conservation International*, l'Institut de recherche pour le développement, l'Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (É.-U.) et le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO).

Une flotte de navires a été mise à contribution pour le déploiement de bouées Argo (qui servent à enregistrer en temps réel des données sur les couches supérieures de l'océan) dans la région du Pacifique, où leur nombre est insuffisant. Ont participé à cette opération les pirogues de la flottille *Te Mana o te Moana va'a* qui ont traversé le Pacifique pour sensibiliser le monde à l'histoire des Polynésiens et à la conservation des océans.

Pour contribuer au renforcement des capacités, une aide a été fournie au programme SEREAD (Ressources et expérience éducatives à caractère scientifique associées au déploiement de bouées Argo dans le Pacifique Sud), et on a entamé la planification d'un atelier sur la collecte de données marines qui se tiendra en 2013.

Le PI-GOOS a également facilité la participation d'étudiants de l'Université du Pacifique Sud et de membres d'organismes de gestion des ressources à une mission de recherche sur les processus fondamentaux de l'océan Pacifique qui a conduit à la production de matériel didactique portant sur le système d'observation de l'océan et ses avantages.

Coordination régionale

Le PROE a participé à plusieurs rencontres de coordination afin de déterminer les possibilités de collaboration et de partage des coûts de divers projets et de rechercher des synergies dans la mise en œuvre de diverses mesures.

Voici quelles ont été les principales retombées de ces rencontres :

- planification du travail en collaboration avec la CPS sur la formation au cadre logique et meilleure coordination du travail sur le changement climatique à l'échelle nationale ;
- apport coordonné d'informations pour le Portail océanique sur le changement climatique ;
- renforcement du partenariat avec la CPS pour la bonne exécution du processus JNAP.

« La CPS est heureuse de pouvoir renforcer son appui aux pays et territoires membres par le biais de son partenariat avec le PROE. Nous pourrions ainsi nous attaquer plus efficacement à la gestion des risques de catastrophe et à l'atténuation du changement climatique, deux enjeux qui touchent tous les secteurs dans lesquels nous travaillons. »

JIMMIE RODGERS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CPS

Divers autres projets sont aussi dotés de mécanismes de coopération gérés par leurs comités de gestion et des réunions multipartites, par exemple le projet CPS/UE de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique, qui a détaché au PROE un spécialiste de la coordination et de la collaboration régionales.



« Ce partenariat jouera un rôle crucial dans le renforcement des réseaux ou organisations liés au changement climatique à Kiribati. Nous souhaitons que ces réseaux internationaux augmentent leur participation à Kiribati pour nous aider à renforcer nos efforts. »

RIIBETA ABETA, SPÉCIALISTE DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE, KIRIBATI

Renforcement de la coordination avec le Réseau d'adaptation Asie-Pacifique (APAN)

En 2012, l'APAN et le PROE ont signé un protocole d'entente qui a confirmé le rôle du Secrétariat en tant que centre sous-régional du réseau dans le Pacifique. Les activités prévues en vertu de ce protocole comprennent des ateliers techniques spécialisés et la préparation de rapports techniques détaillés à partager avec l'ensemble des membres du réseau. Ce partenariat permettra de renforcer les capacités d'adaptation des îles du Pacifique ainsi que l'aptitude des autorités publiques océaniques à se prévaloir des financements disponibles pour les projets d'adaptation.

Aide à la conduite des négociations dans le cadre de la CCNUCC

Tout au long de 2012, le PROE a apporté un soutien technique aux pays insulaires océaniques pour la conduite des négociations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les réunions préparatoires et les ateliers de formation à la négociation ont aidé les pays insulaires océaniques à parler d'une seule voix lors de la 18^e Conférence des parties.

Celle-ci a franchi une étape importante en adoptant une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, assurant ainsi la continuité de l'application des mécanismes de Kyoto. De nouvelles cibles de réduction des émissions ont été établies pour les pays industrialisés pour cette deuxième période d'engagement qui s'étend du 1^{er} janvier 2013 à la fin de 2020. Cependant, les effets des engagements pris sur les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 seront limités à cause de la participation réduite des pays développés, du manque d'ambition des objectifs et d'un report possible d'une partie des crédits inutilisés au cours de la première période d'engagement.

La Conférence a notamment décidé de prêter davantage attention aux impacts du changement climatique qui évoluent lentement mais sont inévitables, par le biais d'un programme de travail sur les pertes et les préjudices qui devrait conduire à une décision lors de la prochaine Conférence des Parties prévue à Varsovie, en 2013.

« Les Îles Cook forment un petit État insulaire en développement qui risque de subir des pertes et des préjudices énormes. Nous en sommes conscients. Les données scientifiques les plus récentes indiquent une aggravation des impacts du changement climatique sur nos îles. »

ANA TIRAA, DIRECTRICE DE LA DIVISION
CHANGEMENT CLIMATIQUE, BUREAU DU PREMIER
MINISTRE DES ÎLES COOK



Biodiversité et gest



ion écosystémique

Les écosystèmes uniques et variés de l'Océanie sont essentiels à la survie des populations insulaires du Pacifique. La préservation de ces écosystèmes constitue une excellente base pour augmenter la résilience aux impacts du changement climatique et aux autres grands problèmes en matière d'environnement et de développement.

Les principaux facteurs perturbant les habitats marins, côtiers et terrestres sont liés à l'accroissement démographique et à l'expansion associée des centres urbains, ainsi qu'aux espèces envahissantes, au développement non durable et à l'exploitation des ressources terrestres et marines.

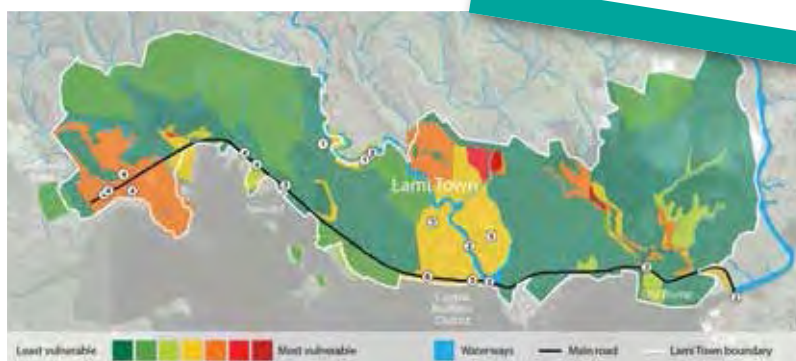
La division Biodiversité et gestion écosystémique renforce la capacité des Membres à intégrer les ressources, gérer les facteurs de perturbation des écosystèmes, préserver le patrimoine naturel unique du Pacifique, renforcer la résilience et encourager une exploitation plus durable de ses précieuses ressources naturelles.

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES

Les options d'adaptation écosystémique ont un bon rendement

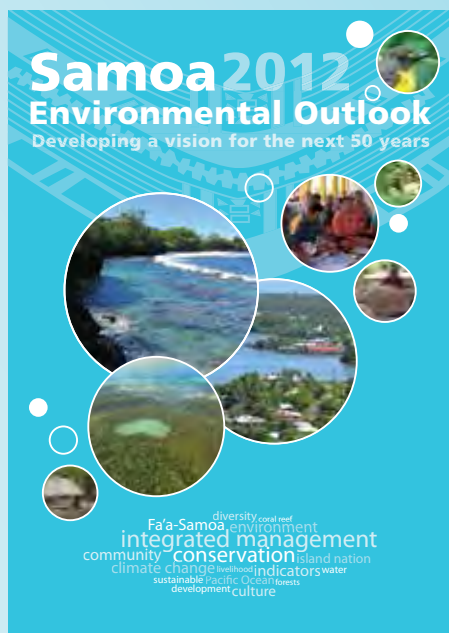
Une analyse coûts-avantages de l'adaptation côtière écosystémique et technique a été réalisée à Lami, aux Fidji. Cette collaboration avec la municipalité de Lami a fait intervenir des agents de deux divisions du PROE, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de *Conservation International*, du programme HABITAT des Nations Unies et du Centre des sciences de l'environnement de l'université du Maryland. Elle a été financée par le gouvernement norvégien.

Les zones vulnérables ont été identifiées et des mesures d'adaptation ont été recensées et comparées en tenant compte des coûts et avantages, des dommages potentiellement évités et des services écosystémiques soutenus par les mesures prises. L'analyse a conclu que les avantages découlant des mesures d'adaptation l'emportaient sur les coûts tandis que le rendement des mesures ayant une dimension écosystémique, telles que la replantation, était positif par rapport au coût investi.



Zones sensibles de Lami.

Mise en œuvre de la Convention de Nouméa



La Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et protocoles y relatifs (Convention de Nouméa) stipule que les parties doivent prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire et combattre la pollution, quelle qu'en soit l'origine, et assurer une gestion rationnelle de l'environnement ainsi que la mise en valeur des ressources naturelles, en mettant en œuvre à cette fin les moyens les mieux adaptés dont elles disposent en fonction de leurs capacités.

Douze pays océaniques sont parties à cette Convention. La 11^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa s'est tenue à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) en 2012 sous la présidence de la France. La question des ressources minérales des grands fonds a été examinée à cette occasion, notamment les mesures de protection de l'environnement pouvant être prises dans le cadre de l'exploration et de l'exploitation de ces fonds.

Les liens existant entre la Convention de Nouméa, le cadre Paysage océanique, l'Organisation maritime internationale et le Plan régional océanique d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN) contribuent à assurer la pertinence de la Convention et de ses protocoles. Le Secrétariat de la Convention est composé d'agents de trois divisions du PROE couvrant un large éventail de questions ayant trait à l'environnement, à la législation et aux déchets.

Les principaux résultats de l'année 2012 ont été les suivants :

- l'amendement de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL);
- l'information des Membres au sujet de la révision du PACPLAN;
- la formation de plus de 300 agents de sept pays à la gestion des déversements d'hydrocarbures;
- l'appui à l'élaboration de cadres régionaux sur l'état de l'environnement; et
- l'appui à l'élaboration d'un cadre de présentation de l'état de l'environnement au Samoa.

Approche intégrée de l'adaptation au changement climatique aux Îles Salomon



Le projet d'adaptation écosystémique de la province de Choiseul, aux Îles Salomon, a été entamé en 2012 grâce à un financement de l'USAID. Ce projet répond à une demande formulée par le gouvernement des Îles Salomon concernant un partenariat plurisectoriel intégré, connu sous le nom de Programme intégré d'adaptation au changement climatique à Choiseul.

Les partenaires de ce programme sont les suivants : PROE, Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*

(GIZ), Programme Australie-Pacifique sur la science du changement climatique et la planification de l'adaptation, et Programme des Nations Unies pour le développement. Ces organismes ont uni leurs efforts pour accroître la résilience de la province de Choiseul au changement climatique et aux catastrophes naturelles, améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la gestion des écosystèmes naturels.

En 2012, le PROE, la GIZ et la CPS ont collaboré à une évaluation communautaire de la vulnérabilité de 27 villages de la province et des mesures d'adaptation nécessaires. Cette évaluation permettra de faire connaître les menaces, les vulnérabilités et les mesures d'adaptation potentielles aux niveaux des villages, de la province et du pays. Le PROE concentre ses efforts sur l'adaptation écosystémique, notamment la protection côtière et la gestion prévisionnelle « de la montagne au récif », afin de soutenir des moyens de subsistance durables grâce à la conservation des écosystèmes.

Des mesures d'adaptation mieux intégrées seront prises dans le cadre d'un programme d'adaptation durable grâce à la collaboration avec d'autres agences et à la prise en compte des aspirations locales en matière de développement.

Érosion côtière à Choiseul.

Principales conclusions du rapport d'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation

- Le déboisement, les mauvaises pratiques agricoles et le défrichement des mangroves affaiblissent la résilience des populations au changement climatique.
- Dans la province de Choiseul, les moyens d'existence sont étroitement liés à l'utilisation des principaux services écosystémiques.
- La capacité d'adaptation au changement climatique est faible en raison de facteurs sociaux, culturels, économiques et environnementaux complexes.
- Les mesures d'adaptation écosystémique telles que la gestion des bassins versants et la réhabilitation des mangroves sont considérées comme des actions appropriées.
- Une approche multipartenaires et multisectorielle permettra de s'attaquer à l'éventail complexe de facteurs de développement contribuant à la vulnérabilité des populations et à leur capacité d'adaptation au changement climatique.

Le Pacifique se prépare en vue de la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar

Parc naturel du lac Ngardok, le premier site Ramsar des Palaos. Photo : C. Joseph.

La cinquième réunion océanienne de préparation à la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar s'est tenue à Koror (Palaos) du 26 au 30 mars, grâce au concours financier des gouvernements australien et français et du partenariat PROE-Ramsar. Cette réunion, accueillie par le gouvernement des Palaos, a permis de préparer la Conférence des Parties triennale. Une trentaine de représentants d'administrations publiques et d'organisations régionales partenaires y étaient présents. Lors de cette réunion, les parties contractantes et non contractantes de la Convention de Ramsar ont examiné les priorités régionales en matière de conservation des zones humides à la lumière du Plan d'action régional pour les zones humides pour les îles du Pacifique 2011–2013 et des travaux de la Conférence des Parties.

Les représentants ont préparé une manifestation océanienne en marge de la Conférence des Parties ainsi que des propositions axées sur les priorités régionales en matière de conservation des zones humides. Une formation sur les processus et mécanismes de la Convention a également été dispensée aux parties contractantes et non contractantes pour les aider à préparer des notes d'information sur les sites Ramsar et à produire leurs rapports nationaux pour la Conférence des Parties.

Kiribati s'apprête à adopter la Convention de Ramsar

Le gouvernement de la République de Kiribati a officiellement approuvé en novembre 2012 l'adoption de la Convention de Ramsar sur les zones humides. Il s'agit d'une étape importante pour ce pays, qui avait entamé les travaux nécessaires à la ratification en 2007. La première zone humide d'importance internationale désignée par Kiribati, Nooto-North Tarawa, est un site exceptionnel abritant un large éventail d'habitats côtiers. Le lagon, les

réefs coralliens et bancs récifaux adjacents abritent une biodiversité riche en ressources et une grande variété de poissons, de tortues, de crustacés, d'algues et de plantes. Le PROE a aidé le service de l'environnement et de la conservation du ministère de l'Environnement, des Terres et du Développement agricole à préparer les documents d'adhésion en vue de leur soumission au dépositaire de la Convention de Ramsar, à savoir l'UNESCO à Paris.

Les Fidji entament le processus de révision de leur liste des zones humides d'importance nationale

Une réunion du Comité directeur fidjien sur les zones humides s'est tenue en septembre pour recenser les zones humides susceptibles d'être désignées en tant que sites Ramsar. À partir d'une liste de 47 zones humides nationales prioritaires dressée en 2006, l'îlot Nasoata et le lac Tagimoucia ont été sélectionnés en tant que sites potentiels méritant des recherches approfondies. La barrière de corail de Cakaulevu, qui est la troisième plus grande du monde, a également été ajoutée à la liste des sites potentiels. Le ministère de l'Environnement a formulé une « feuille de route » pour choisir lequel de ces trois sites sera désigné en tant que site Ramsar. Ce processus reposera sur la consultation des collectivités locales pour s'assurer de leurs compréhension et soutien avant la désignation du site. La gestion du premier site Ramsar des Fidji, la zone de conservation du Haut-Navua, a également été examinée.





9^E CONFÉRENCE DU PACIFIQUE INSULAIRE SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET LES AIRES PROTÉGÉES

Affiche : Duane Leewai.

Les Fidji accueilleront la neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées suite à son approbation par la Conférence du PROE de 2012 à Nouméa. Cette conférence, organisée depuis maintenant quatre décennies, déterminera la façon dont nous protégerons la nature et la biodiversité du Pacifique dans les cinq années à venir et au-delà. Cette importante manifestation est organisée conjointement

par le gouvernement fidjien, le PROE et la Table ronde océanique pour la conservation de la nature, par le biais du bureau régional océanique de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Le PROE et l'administration fidjienne ont prévu que la conférence se tiendra à l'Université du Pacifique Sud, à Suva, du 2 au 6 décembre 2013.

Le PROE et le Secrétariat de la CDB renforcent leur partenariat

Le PROE et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont célébré une nouvelle étape importante avec la signature d'un protocole d'accord lors de la 11^e Conférence des Parties, tenue à Hyderabad. Le PROE et le Secrétariat de la CDB continuent d'aider les 14 parties insulaires océaniques à mettre en œuvre la Convention et à atteindre les objectifs d'Aichi. Les principales autres activités de collaboration prévues dans ce protocole d'accord comprennent la révision des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité, du Programme de travail sur les aires protégées, du Programme de travail sur la diversité biologique insulaire et la préparation des rapports nationaux.



David Sheppard et Bráulio F. de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB.

Présence océanique à la 11^e Conférence des Parties à la CDB

Les pays insulaires du Pacifique présents à la 11^e Conférence des Parties se sont joints au PROE et à leurs principaux partenaires pour assurer une présence océanique. Celle-ci a pris la forme d'interventions formelles des délégués océaniques en séance plénière, pour attirer l'attention sur les succès et défis rencontrés en matière de biodiversité; de manifestations parallèles; et de déclarations officielles prononcées pendant la réunion de haut niveau. La neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées a notamment été annoncée lors d'une manifestation parallèle.

Les Parties à la Convention ont été priées d'intensifier les efforts déployés pour atteindre les 20 objectifs d'Aichi à l'horizon 2020, ce qui pourrait représenter un véritable défi pour les pays insulaires océaniques à moins que la communauté internationale n'augmente les ressources à leur disposition.

La nouvelle directrice du FEM s'entretient avec des délégués océaniques

Lors d'une réunion spéciale, organisée par le PROE et le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en marge de la 11^e Conférence des Parties, la nouvelle directrice générale du FEM, Mme Naoko Ishii, s'est entretenue avec des délégués océaniques sur les nouveaux rôles de catalyseur du FEM définis en se fondant sur les changements transformationnels mondiaux devant être opérés pour relever les défis liés à l'environnement et au développement durable. Elle a assuré aux délégués que la Stratégie 2020 du FEM accordera une attention toute particulière aux petits États insulaires en développement (PÉID). Les délégués océaniques ont soulevé d'importantes questions, notamment l'accès aux ressources du FEM, et demandé la rationalisation des processus et exigences applicables aux PÉID ayant des capacités et ressources limitées. La réunion a noté l'importance du renforcement des partenariats entre les pays et le FEM pour réduire le déclin de la biodiversité et les impacts du changement climatique dans le Pacifique.



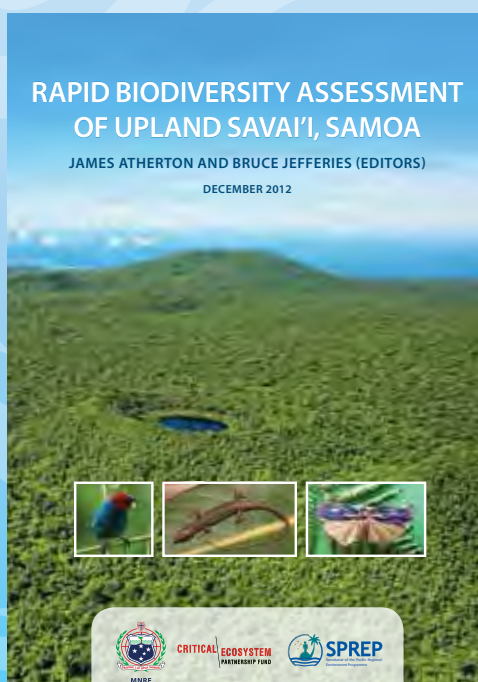
Approche écosystémique insulaire essentielle à la préservation de la biodiversité

Le projet intégré sur la biodiversité insulaire a été lancé en mars 2012 dans le cadre de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS). Cette initiative triennale aide les Îles Cook, Nauru, les Tonga et Tuvalu à mettre en œuvre le Programme de travail sur la diversité biologique insulaire de la CDB en se fondant sur une approche écosystémique. Le projet comprend trois composantes : espèces menacées et écosystèmes, utilisation durable des ressources naturelles et renforcement des capacités. Les Tonga, les Îles Cook et Nauru ont entamé la mise en œuvre de leur projet, et Tuvalu est censé faire de même en 2013.

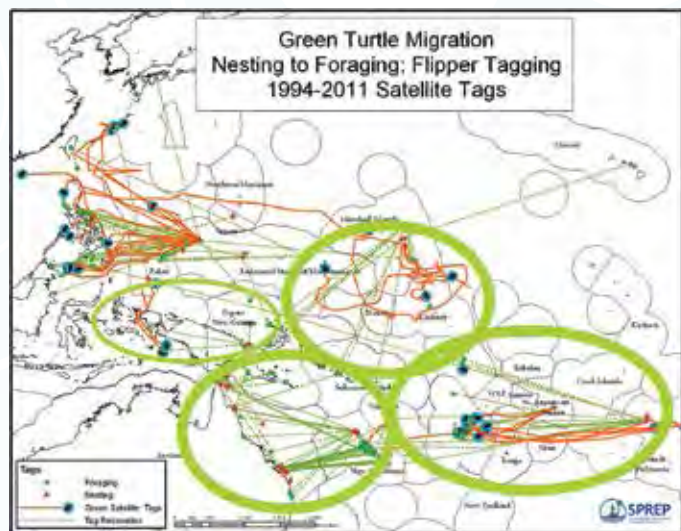
Évaluation biologique des hautes terres de Savai'i (Samoa)

Une évaluation biologique rapide a été réalisée en mai 2012 par une équipe d'experts multidisciplinaire et multinationale dans les forêts d'altitude de Savai'i, au Samoa. Financée par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques, elle a été réalisée conjointement par le PROE et le ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement. Cette évaluation repose sur une méthodologie d'inventaire biologique novatrice élaborée par *Conservation International*, laquelle utilise des données scientifiques pour stimuler les interventions en faveur de la conservation. Les forêts d'altitude de Savai'i se

trouvent à 1000 mètres d'altitude et occupent une place prioritaire dans les projets d'expansion du réseau d'aires de conservation du Samoa du fait de leur grande étendue, de l'intégrité des habitats et des espèces menacées qu'elles abritent. Un documentaire a été produit sur DVD, en anglais et en samoan, pour accompagner le rapport de l'évaluation, qui éclairera les décisions sur la conservation et la gestion de la biodiversité par les communautés terriennes et les administrations de Savai'i ainsi que les autres partenaires concernés.



ESPÈCES MENACÉES ET MIGRATRICES



Identification d'unités sous-régionales de gestion des tortues vertes après la nidification

Les données collectées par le PROE et ses partenaires pendant 18 ans grâce aux bagues d'identification et au marquage satellitaire des tortues vertes commencent à faire apparaître des flux migratoires qui pourront être utiles lors de la création d'unités de gestion sous-régionales. Les tortues vertes qui nidifient dans les îles du Pacifique occidental s'alimentent essentiellement en Asie, tandis que celles qui nidifient dans le Pacifique central s'alimentent surtout dans cette zone et que celles du Pacifique oriental s'alimentent principalement aux Fidji.

Du fait de la nature migratoire des tortues, les efforts de conservation ont été menés à l'échelle des régions ou des

océans et ont donc nécessité d'importants moyens de coordination. Or, l'identification d'unités sous-régionales pourrait sensiblement améliorer la conservation et la gestion des populations de tortues vertes des îles du Pacifique en axant les efforts sur l'amélioration de la collaboration entre les pays d'une même sous-région.

Le PROE a présenté les résultats de cette étude lors de la Conférence de la société de biologie de la conservation qui s'est tenue à Darwin (Australie) en 2012. Ces conclusions prônent en faveur de la création de vastes unités de gestion et de protection en amont des populations nidificatrices mais en aval des espèces.

Plans d'action régionaux sur les espèces marines 2013-2017 approuvés

Un schéma directeur visant la conservation des populations menacées et migratrices de baleines, de dauphins, de tortues marines et de dugongs dans l'ensemble du Pacifique a été adopté à la 23^e Conférence du PROE. Il est accessible sur le site du Secrétariat. Ces plans qui couvrent la période 2013-2017 s'inscrivent dans le prolongement des nombreux succès des plans d'action précédents, notamment : le renforcement du développement de la législation sur les tortues marines dans sept pays membres du PROE; la célébration de l'Année océanienne du dugong; et l'intégration de ces plans lors de la révision des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.



Les Fidji adhèrent à la Convention sur les espèces migratrices

Le 11 septembre, le conseil des ministres des Fidji a officiellement approuvé l'adhésion à la Convention sur les espèces migratrices. Avec cette adhésion, les Fidji sont dorénavant partie aux six conventions sur la biodiversité. D'étroits liens culturels existent aux Fidji avec plusieurs espèces migratrices inscrites aux annexes de la CMS, dont

quatre espèces de tortues, le papillon monarque et le cachalot, et leur protection au-delà des eaux territoriales a été mise en avant comme motif justifiant l'adhésion à la CMS. Les Fidji sont le septième pays membre du PROE à adhérer à cette Convention.



Photo : Opération Cétacés.

Les signataires du mémorandum d'entente sur les cétacés du Pacifique saluent leur 15^e membre et leur nouveau plan

Les signataires du mémorandum d'entente de la CMS sur les cétacés du Pacifique ont tenu leur troisième réunion en Nouvelle-Calédonie en septembre. Le Plan d'action du PROE en faveur des baleines et des dauphins 2013–2017 a été adopté par les signataires à cette occasion. Les États-Unis d'Amérique, présents en qualité d'observateurs, ont manifesté leur volonté de signer le mémorandum d'entente sur les cétacés du Pacifique et, le 28 septembre, en sont devenus le 15^e pays signataire.



ESPÈCES ENVAHISSANTES

« Les espèces envahissantes ont d'importantes incidences environnementales, économiques, sociales et culturelles pour les peuples océaniques... Notre succès dans ce domaine dépendra de notre engagement, du soutien apporté aux initiatives actuelles et de notre prise de conscience du besoin de nouvelles initiatives. »

M. HENRY PUNA, PREMIER MINISTRE DES ÎLES COOK



M. Henry Puna, premier ministre des Îles Cook, a été le fer de lance de la campagne sur les espèces envahissantes lors de la 43^e réunion des dirigeants des pays membres du Forum organisée dans son pays en 2012. Ces dirigeants, ainsi que les représentants de l'Australie, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni (tous membres du PROE), ont renouvelé leur volonté de s'attaquer au problème des espèces envahissantes et demandé au PROE, à la CPS et à leurs partenaires de renforcer leurs efforts dans ce domaine.

L'année 2012 a débuté avec la tenue, sur l'atoll de Kiritimati (Kiribati), de la troisième réunion du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes. Plus de 40 délégués océaniques ont participé à cette réunion accueillie par la population locale et le Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages du ministère de l'Environnement de Kiribati. Kiritimati contient des lagons enclavés parsemés d'innombrables motus (îlots) sans rats ni chats suite aux projets d'éradication des espèces envahissantes menés ces cinq dernières années. Ces motus sont des sites de nidification et de reproduction pour 19 espèces menacées d'oiseaux de mer. Le renforcement des capacités, l'intégration des questions relatives aux espèces envahissantes dans la planification nationale et la gestion de l'information sur ces espèces ont été désignés comme domaines prioritaires pour les deux années à venir.

Formation à la stérilisation des chats

Kiritimati abrite deux espèces en danger critique d'extinction, vulnérables à la prédation par les chats. Le Centre néo-zélandais pour la médecine axée sur la conservation a organisé à Kiritimati, à l'intention des agents du Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages, une formation sur les techniques de castration et de stérilisation des chats domestiques. Ces agents sont dorénavant en mesure de pratiquer ces interventions et envisagent la possibilité de réglementer le nombre et l'importation de chats sur l'île.



Formation à la stérilisation des chats sur l'atoll de Kiritimati. Photo : C. Pritchard.

Le PROE a accueilli, en association avec la CPS, le premier cours de formation sur la gestion des espèces envahissantes en partenariat avec le Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI). Ce cours sur l'inventaire des espèces envahissantes réalisé par le CABI a permis aux participants d'avoir accès à des informations avalisées par des spécialistes sur les espèces dont la situation est préoccupante.

Le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes est l'organe régional de coordination des actions sur les espèces envahissantes et l'un des principaux groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature dans le Pacifique. Il compte plus de 30 organisations et agences régionales et internationales qui apportent une assistance concrète aux États et Territoires insulaires océaniques. L'un de ses principaux membres, *BirdLife Pacific*, a lancé un programme sur les espèces envahissantes grâce à un financement de l'Union européenne s'élevant à 1,4 million d'euros. Ce programme travaillera en collaboration étroite avec les organisations locales non gouvernementales et viendra ainsi compléter les activités du PROE menées par le biais des organismes publics.

Un programme de gestion des espèces envahissantes financé à hauteur de 7 millions de dollars É.-U. par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS) est pleinement opérationnel dans 10 pays insulaires océaniques depuis la nomination du responsable GEF-PAS. Cinq pays jouent le rôle de chef de file dans le Pacifique et ont nommé des responsables des espèces envahissantes, élaboré des plans de travail et organisé des actions de renforcement des capacités en biosécurité.

La sensibilisation a été au cœur des activités menées en 2012 par l'équipe chargée des espèces envahissantes; celle-ci a notamment organisé une manifestation parallèle en marge de la 23^e Conférence du PROE en association avec les agences étasunienne et néo-calédonienne sur les espèces envahissantes. Des exposés ont également été présentés à l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (Fidji), à la réunion d'évaluation océanienne des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (Nouvelle-Zélande), au Forum des îles du Pacifique sur les espèces (Îles Salomon) et au Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes (Îles Marshall).



Pacific Islands Roundtable
for Nature Conservation



Communication, sensibilisation et gestion du savoir

Journée portes ouvertes du PROE

Le PROE a célébré le 8 juin le 20^e anniversaire de son implantation au Samoa. Le programme de l'environnement a été créé en 1982 au sein du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Sa mission principale était alors de mettre en œuvre le Programme pour les mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Le PROE s'est installé au Samoa en 1992 et est devenu une organisation intergouvernementale indépendante suite à l'accord portant création du PROE signé à Apia le 16 juin 1993.

Ce 20^e anniversaire a été marqué par un discours officiel du premier ministre samoan, M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi, et par une cérémonie de plantation d'arbres. Cette cérémonie a été suivie d'une journée portes ouvertes et de visites du siège guidées par le personnel du PROE.

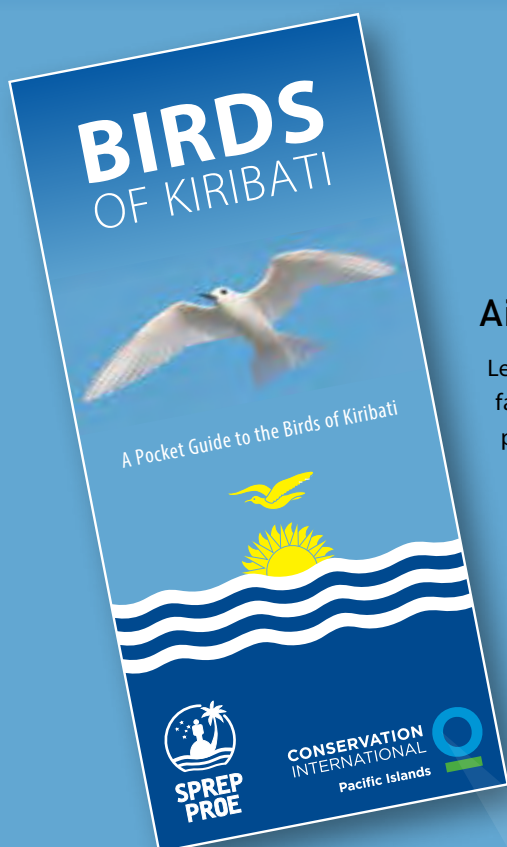
Les activités du PROE ont été présentées à un vaste public, rassemblant aussi bien des écoliers que des ministres, grâce à des stands, des démonstrations et des discussions.



Formation pratique dans le cadre de la Journée portes ouvertes du PROE
Photo : J. Key.

L'équipe du Centre d'information et de documentation a collaboré avec les divisions pour exposer leurs publications et ouvrages éducatifs, afin d'attirer l'attention sur les activités conduites par le PROE pour protéger et gérer les ressources naturelles et l'environnement de notre région.

COMMUNICATION ET SENSIBILISATION



Aide à l'éducation à l'environnement

Le PROE a publié en 2012 un guide destiné à aider le Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages de l'atoll de Kiritimati (Kiribati) à mettre en œuvre son programme éducatif scolaire. Cette plaquette rassemble des idées de cours et d'activités de découverte pouvant être utilisées en classe. Bien qu'elle ait été préparée pour les agents du Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages, plusieurs enseignants du primaire ont également manifesté le désir de l'utiliser dans le cadre de leurs cours.

Un guide d'identification des oiseaux de Kiribati a également été publié avec l'assistance technique du PROE. Ce guide de poche a été très bien reçu à Kiribati où il est utilisé dans les écoles et par les touristes. Ces deux activités ont été menées par le PROE dans le cadre du Fonds du Partenariat pour la préservation des écosystèmes vitaux.

Éducation des jeunes au changement climatique

Sensibiliser les enfants au changement climatique n'est pas tâche facile. C'est pourquoi le PROE s'est lancé, en 2011, avec un auteur-illustrateur et un petit groupe de conseillers de la CPS et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans la préparation d'un livre pour enfants. Ce livre, intitulé *The Children Take Action — a climate change story*, a été publié à l'issue d'une série de réflexions et de consultations menées avec des enseignants et des jeunes. Les critiques élogieuses et demandes de réimpression qu'il a suscitées témoignent de son utilité à long terme pour la région.



Formation des enseignants

Au Samoa, le PROE a subventionné un atelier de formation des enseignants du préscolaire, organisé par le Collège technique Australie-Pacifique. Cet atelier avait principalement pour but d'aider les enseignants à élaborer des activités simples et faciles à comprendre pour inculquer aux enfants des valeurs et de bonnes pratiques écologiques.

Futurs leaders océaniques de l'environnement

Le programme des futurs leaders océaniques de l'environnement a été officiellement approuvé à la 23^e Conférence du PROE. Le réseau PEEL a financé la participation de jeunes à un atelier sur le patrimoine océanique organisé dans le cadre du Festival des arts du Pacifique aux Îles Salomon, a tissé des liens avec les sociétés de voyage des îles du Pacifique et s'est attaché à développer des partenariats avec d'autres programmes similaires actifs dans la région. Ses membres se réuniront en 2013 pour évaluer les progrès accomplis.



Sensibilisation aux politiques scientifiques

Une série de dossiers synthétiques sur le changement climatique a été préparée en se fondant sur les résultats de la conférence *Lessons for Future Action*, tenue en 2011. Organisée par le *Pacific Australian Climate Change Science and Adaptation Planning Program* (PACCSAP), cette conférence a réuni des spécialistes, des universitaires et des décideurs qui ont examiné les succès et enseignements des politiques et pratiques adoptées dans le domaine du changement climatique.

Le Périple océanien

Le Périple océanien s'est poursuivi en 2012 à travers les eaux internationales pour présenter une position océanienne commune lors des Conférences des Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement.

Le PROE s'est associé au Programme d'assistance aux médias océaniques (PACMAS) et à *Conservation International* pour envoyer deux journalistes chevronnés (des Fidji et des Îles Salomon) à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue en avril à Rio de Janeiro (Brésil). L'équipe présente à Rio+20 comprenait également le stagiaire du PROE en communication ainsi qu'un jeune délégué du Samoa.

Une manifestation parallèle sur « l'économie bleue dans un monde vert », réunissant des chefs d'État océaniques, a été suivie par des centaines de personnes et par les médias (tous les articles publiés sont répertoriés sur le site www.climatepasifika.blogspot.com).

Pour la première fois, l'Océanie a bénéficié d'une grande visibilité lors de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar, tenue en Roumanie, grâce à des stands et une manifestation parallèle attirant l'attention sur les bons résultats des parties océaniques à la Convention.

« Le fait d'avoir couvert la 18^e Conférence des Parties m'a permis d'élargir mes connaissances, notamment dans le domaine du changement climatique. On n'a jamais fini d'apprendre, mais ma présence à cette conférence m'a beaucoup appris sur des questions essentielles à notre existence. »

M. HALITESH DHATT, FIJI TV

« Abstraction faite des représentants des groupes médiatiques, l'équipe océanienne a réalisé un excellent travail pour tenir la région informée sur le déroulement de la conférence, et notamment sur les questions qui nous intéressent. Les entretiens, photos, blogs et commentaires étaient à la fois de grande qualité et rafraîchissants. »

FRANK GRIFFIN, UNIVERSITÉ DE PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Une activité parallèle organisée à Hyderabad (Inde) à l'occasion de la 11^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a remporté un vif succès et offert une perspective océanienne sur les questions de conservation.

Enfin, le Périple océanien s'est poursuivi à Doha (Qatar), où s'est tenue la 18^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Un stand sur l'Océanie a été préparé tandis que les Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement ont été lancées lors d'une manifestation parallèle qui a attiré de nombreux participants. Halitesh Dhatt, de la télévision fidjienne, a reçu un financement du projet sur les médias et le changement climatique pour assurer la couverture de la Conférence des Parties.

Un nouveau projet a été lancé en partenariat avec le PACCSAP pour renforcer les capacités des journalistes océaniques concernant l'environnement et le changement climatique et aider les spécialistes de ces questions à mieux communiquer avec les médias. Ce projet a été lancé en juin grâce à un financement du gouvernement australien. Un atelier régional a notamment été organisé en partenariat avec la *Pacific Island News Association* et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique à l'occasion de la réunion des dirigeants des pays membres du Forum tandis que trois séminaires de communication ont été présentés avec le concours du Réseau Asie-Pacifique pour l'adaptation, du Projet océanien d'adaptation au changement climatique et du programme océanien de formation à la négociation.

CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

À l'instar de l'initiative Laboratoire vert menée en 2011 par le service des TIC, le Centre d'information et de documentation a lancé en 2012 le concept de « *bibliothèque verte* ».

Grâce au logiciel de virtualisation, la consommation des quatre ordinateurs en accès libre est passée de 1200 à 20 Watts par jour, soit de 43 800 à 7 300 Watts par an.

L'année 2012 a également été marquée par l'augmentation du nombre de visites, notamment d'écoliers, de chercheurs, de particuliers, de personnalités de passage et de représentants de partenaires et d'organismes donateurs.





Photo : S. Chape.

Réseau d'information

Le développement et la coordination du Réseau océanien d'information sur l'environnement (PEIN) ont continué, en 2012, de figurer parmi les grandes priorités en matière de gestion des connaissances. L'une des principales activités de l'année a été la migration des profils de pays du PEIN et des bibliothèques virtuelles de l'ancien vers le nouveau site du PROE dont la structure et le look ont été remaniés.

Le personnel du CID a continué de recenser, d'acquérir, de cataloguer et d'intégrer des informations essentielles sur l'environnement océanien dans la bibliothèque en ligne du PEIN, et de diffuser ses publications aux correspondants du PROE, aux bibliothèques dépositaires de la région et

aux organisations et particuliers en ayant fait la demande. La collaboration avec le Système d'information sur les ressources marines des îles du Pacifique s'est également poursuivie pour veiller au partage des informations pertinentes avec les parties prenantes.

Le CID a également contribué à accroître la visibilité du PROE, de ses travaux et produits, grâce à des mises à jour régulières de la page Facebook du PEIN. Cette page est actuellement suivie par plus de 3000 personnes dans le monde.







SERVICES GÉNÉRAUX

RESSOURCES HUMAINES

La nouvelle structure du PROE est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Cette structure reflète les priorités stratégiques du Secrétariat, à savoir : le changement climatique ; la biodiversité et la gestion écosystémique ; la gestion des déchets et la lutte contre la pollution ; la surveillance environnementale et la gouvernance. Elle est également axée sur le renforcement des Services généraux dans les domaines suivants : information et archives ; technologies de l'information ; communications et sensibilisation ; finances et administration ; ressources humaines.

Pour la première fois de son histoire, le PROE a consacré des fonds à la formation et au perfectionnement de son personnel. Ces actions reflétaient les priorités recensées dans les plans d'amélioration des résultats personnels. Treize agents ont ainsi suivi une formation en 2012.

Le travail du Directeur général a été évalué pour la première fois à l'aide du Système d'amélioration des résultats personnels mis en place par le Secrétariat. Cette évaluation a dans un premier temps été réalisée par une *troïka* composée des présidents sortants, en poste et à venir de la Conférence du PROE, conformément à la décision de la 23^e Conférence. Ce processus sera dorénavant mené tous les ans, en vue d'obtenir l'approbation des Membres lors de la Conférence du PROE.

La version révisée du règlement du personnel a également été approuvée par la Conférence du PROE. Cette révision avait pour objet de l'harmoniser avec le processus de gestion du changement mené au cours des deux dernières années. Elle recherchait également un équilibre entre les questions opérationnelles et stratégiques tout en précisant les processus internes du Secrétariat.

L'évaluation des données annuelles du marché et les examens triennaux des employés recrutés sur le marché international ont été confiés à *Employment Conditions Abroad International* (Australie) dans le cadre de l'examen conjoint des conditions d'emploi de ces agents réalisé par le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP). Un examen des traitements a par ailleurs été réalisé par *Strategic Pay Ltd* (Nouvelle-Zélande) pour les employés recrutés sur le marché local. Les incidences financières des conclusions de ces examens devront être analysées tant pour le personnel que pour les organisations avant que le groupe de travail du CORP sur l'harmonisation ne prenne de décision à cet égard.

L'enquête annuelle sur la satisfaction du personnel a suscité la participation de 71 % des effectifs, soit une augmentation par rapport à 2011 (53 %) et 2012 (52 %). Le moral du personnel est stable, avec 54 % d'agents satisfaits ou très satisfaits, contre 55 % en 2011. Par contre, seulement 5 % des effectifs ont déclaré avoir un mauvais ou très mauvais moral, contre 13 % en 2011. Globalement, la majorité du personnel continue d'être heureuse de travailler au PROE.

Les systèmes d'information sur les ressources humaines ont été mis en place au début de 2012 et le nouveau système de paie a entamé sa dernière phase d'essai. Ce projet est réalisé en collaboration étroite avec les services des finances et des technologies de l'information.

Effectifs

Les effectifs du Secrétariat continuent de croître grâce au recrutement de nouveaux agents et à la création de nouveaux postes. Le Secrétariat comptait 75 postes à la fin de l'année, contre 69 en 2011. Soixante-sept postes étaient pourvus, 44 par des agents de programme et 23 par des agents de soutien, et huit postes étaient en cours de recrutement. Le PROE s'est renforcé de 14 nouvelles recrues : neuf agents de programme et cinq agents de soutien.

Deux stagiaires à court terme ont été recrutés dans le cadre du programme en faveur des jeunes professionnels : un pour la campagne Pacifique propre et un à la division Surveillance environnementale et gouvernance. Cinq postes temporaires ont également été créés pour répondre aux besoins des divisions et projets. Un agent du Secrétariat du Commonwealth et un volontaire du *New*

Zealand Volunteer Services Abroad sont arrivés au PROE tandis que plusieurs volontaires y ont également travaillé pour une courte durée.

Quatre agents ont quitté l'organisation : deux ont décidé de poursuivre leur carrière ailleurs, un n'a pas désiré renouveler son contrat, et un autre est malheureusement décédé. Trois détachements ont pris fin tandis qu'un jeune stagiaire nous a quittés à l'issue de son stage.

La répartition des agents selon la nationalité et le sexe a légèrement changé par rapport à l'année précédente. Quarante-vingt-un pour cent des effectifs proviennent de pays insulaires océaniques (46 % sont des cadres professionnels et 35 % des agents de soutien), 16 % de pays membres métropolitains et 3 % de pays tiers. Quarante-six pour cent sont de sexe masculin et 54 % de sexe féminin, soit une répartition égale entre les sexes.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle essentiel au PROE. L'équipe veille à la fourniture de systèmes TIC fiables, sûrs et efficaces permettant à l'organisation de servir ses Membres et partenaires. Ses compétences couvrent l'analyse fonctionnelle, la conception, le développement d'applications web et logicielles et l'administration des systèmes, notamment pour la bibliothèque, les ressources humaines et les finances.

Pour répondre aux besoins d'une organisation en pleine expansion et procéder au remplacement du matériel périmé tout en étant respectueux de l'environnement, l'équipe chargée des TIC a adopté la virtualisation. Ce système permet de tirer le meilleur parti de l'infrastructure de l'organisation tout en réduisant les coûts et en offrant un centre informatique performant. Les autres avantages liés à la mise en œuvre d'un centre informatique virtualisé comprennent la réduction des temps de remise

en service des systèmes critiques et de configuration des environnements de test, sans les coûts associés à l'acquisition de matériel supplémentaire.

En 2012, l'équipe chargée des TIC nous a permis de renforcer nos liens avec la population samoane en faisant don de ses anciens ordinateurs à l'école primaire Fasito'o Uta. Ces ordinateurs ont été installés dans le laboratoire informatique de l'école, accessible à la communauté de Fasito'o Uta. L'école dispose également d'un accès à Internet et le don de ces ordinateurs accessibles au public a donc été bien accueilli.

Qui plus est, le PROE s'est engagé à recycler les ordinateurs en fin de vie. Cette initiative illustre la mission du PROE, à savoir promouvoir le leadership environnemental et les bonnes pratiques.

Site du PROE

Le nouveau site du PROE a été lancé en février 2012 avec un nouveau look correspondant à notre image, une nouvelle structure de navigation et des fonctionnalités avancées. Le nombre de visiteurs a augmenté de 20 % depuis la refonte du site, passant de 82 000 en 2011 à 100 000 en 2012.

Le plus grand nombre de visiteurs uniques a été enregistré au cours du premier mois, suite à la vaste promotion du lancement du site par mails, circulaires et bouche-à-oreille. L'augmentation du nombre de pages consultées et de la durée de consultation enregistrée en cours d'année montre que les gens passent plus de temps à lire le contenu du site plutôt qu'à le naviguer.

La refonte du site a fortement contribué à l'amélioration de la visibilité du PROE, comme en atteste l'augmentation du nombre de visites et de pages consultées. L'amélioration de la structure et de la navigation, qui comprennent des liens avec les médias sociaux et des menus conviviaux, a également contribué à une meilleure utilisation des informations disponibles en ligne. Ces conclusions sont appuyées par l'augmentation de la durée moyenne des consultations, de 2 à 3,5 minutes par visiteur, et du nombre de pages par visite, qui est passé de 1,9 à 2,6.



FINANCE ET ADMINISTRATION

La nouvelle structure de l'organisation du PROE repose sur une section des finances et de l'administration qui reflète les améliorations apportées dans la conduite des affaires courantes du Secrétariat, notamment au niveau de l'entretien du siège.

Celui-ci a été sérieusement endommagé par le passage du cyclone tropical Evan en décembre. Malgré les dégâts infligés aux terrains et bâtiments, le nettoyage et le rétablissement des services ont pris environ deux mois tandis que les coûts ont été couverts par l'assurance.

Le format des rapports financiers a été remanié pour tenir compte de la bonne mise en œuvre de la nouvelle structure, qui correspond au nouveau Plan stratégique du PROE. Ce remaniement a nécessité la restructuration de l'ensemble du budget du PROE, ainsi que l'élaboration d'un nouveau plan comptable conforme au Plan stratégique. Les comptes de 2011 ont également été présentés de sorte à pouvoir être comparés à ceux de 2012.

FINANCES 2012

FONDS DES BAILLEURS ET CONTRIBUTIONS DES MEMBRES (\$US)							
DÉTAILS	Solde au 01-janv-12	Fonds reçus	Total des fonds disponibles	Soutien aux prog.	Dépenses	Autres ajust.	Solde au 31-déc-12
Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (É.-U.)	17 266	70 000	87 266	(8 464)	(89 560)		(10 759)
AusAID extra-extrabudgétaire	760 522	1 134 511	1 895 033	(54 501)	(558 317)	(69 265)	1 212 950
AusAID extrabudgétaire	45 753	1 854 800	1 900 553	(188 026)	(1 660 335)	(30 522)	21 670
Autres fonds	422 633	765 915	1 188 548	(51 366)	(435 490)	182 510	884 202
Bureau des services d'appui aux projets (ONU)	7 055		7 055		—		7 055
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	8 786		8 786		—		8 786
Conseil de gestion des pêches dans le Pacifique occidental (É.-U.)	(2 956)	25 000	22 044	(1 892)	(19 070)		1 082
Conservation International	88 435	281 184	369 619	(31 586)	(316 861)		21 172
Départ. des ressources terrestres et naturelles (É.-U.)	(39)		(39)		—	39	—
Département d'État (É.-U.)	173 414	60 000	233 414	(7 059)	(70 593)	(39)	155 723
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	—	275 170	275 170	(19 788)	(211 740)		43 643
Fondation Christensen	11 568		11 568	—	—		11 568
Fondation John D & Catherine T MacArthur	6 303		6 303		—		6 303
Fondation Packard	(209)		(209)		—	209	—
Gouvernement canadien	2 180		2 180		—		2 180
Gouvernement français	272 326	115 833	388 159	(18 610)	(173 878)	(12 220)	183 451
Gouvernement japonais	7 341	22 796	30 137	(1 799)	(22 246)		6 092
Gouvernement suisse	159		159		—		159
Haute commission britannique	13 254		13 254	—	—		13 254
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	(16 179)	55 915	39 736	1 457	14 573		55 766
Institut finlandais de météorologie	977		977		—		977
Min. de l'Énergie/Université Los Alamos (É.-U.)	4 471		4 471		—		4 471
Musée Bishop	(234)		(234)		—	234	—
NZ Aid extra-extrabudgétaire	79 694	126 345	206 039	(6 634)	(130 731)		68 674
NZ Aid extrabudgétaire	11 895	1 001 197	1 013 092	(82 880)	(819 338)	(83 166)	27 708
NZ Aid — PIE	4 812		4 812		—		4 812
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	66 816	6 244	73 059	(8 280)	(12 801)		51 979
Organisation maritime internationale	45 244	227 070	272 314	(28 732)	(281 704)		(38 122)
Organisation mondiale de la Santé	2 456		2 456	(223)	(2 233)		—
Pacific Development & Conservation Trust	919		919	(84)	(836)		—
Programme des Nations Unies pour le développement	538 601	4 109 420	4 648 021	(211 562)	(4 228 162)		208 296
Programme des Nations Unies pour l'environnement	284 906	1 610 504	1 895 410	(96 017)	(1 256 963)		542 430
République populaire de Chine	10 298	150 000	160 298		(150 000)		10 298
Secrétariat de la Convention de Ramsar	(10 175)	47 244	37 069	(9 973)	(99 734)		(72 638)
Secrétariat du Commonwealth	14 045	17 236	31 281	(1 916)	(19 164)		10 201
Service de la chasse et de la pêche (É.-U.)	14 625		14 625		—		14 625
The Nature Conservancy	(11 721)	12 191	470	(822)	(8 223)	12 220	3 645
Union européenne	53 300		53 300		—		53 300
USAID	—	287 524	287 524	(17 457)	(290 825)		(20 758)
TOTAL	2 928 538	12 256 099	15 184 637	(846 214)	(10 844 229)	—	3 494 194

CONTRIBUTIONS DES MEMBRES (\$US)	
Australie	185 106
États fédérés de Micronésie	10 184
États-Unis d'Amérique	200 000
Fidji	20 360
France	134 177
Guam	—
Îles Cook	10 214
Îles Mariannes du Nord	—
Îles Marshall	—
Îles Salomon	—
Kiribati	10 179
Nauru	10 184
Nioué	10 184
Nouvelle-Calédonie	10 178
Nouvelle-Zélande	134 202
Palaos	—
Papouasie-Nouvelle-Guinée	40 720
Polynésie française	20 360
Samoa américaines	8 456
Samoa	20 360
Tokélaou	10 184
Tonga	25 371
Tuvalu	10 131
Vanuatu	—
Wallis et Futuna	10 184
TOTAL	880 734

PARTIES À LA CONVENTION DE NOUMÉA	
Îles Cook	872
Nauru	3 084
Nouvelle-Zélande	3 572
TOTAL	7 528

PARTIES À LA CONVENTION DE WAIGANI	
Îles Cook	2 051
Kiribati	3 047
Nioué	1 353
Nouvelle-Zélande	5 399
Tuvalu	2 117
TOTAL	13 967

Note : Les recettes ci-dessus figurent dans le barème des contributions des bailleurs au poste « Autres fonds ».

RECETTES ET DÉPENSES (\$US)

RECETTES	
Contributions des Membres	880 734
Frais de gestion des programmes	846 214
Recettes des fonds des programmes/bailleurs	10 844 229
Autres recettes du fonds des bailleurs	625 570
Amortissement des produits comptabilisés d'avance	87 575
Autres recettes	147 874
RECETTES TOTALES	13 432 196

DÉPENSES	
Direction générale et services administratifs	2 843 869
Changement climatique	5 741 736
Biodiversité et gestion écosystémique	3 200 767
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	1 009 673
Surveillance environnementale et gouvernance	892 053
Charge d'amortissement	134 093
DÉPENSES TOTALES	13 822 191

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Rapport des commissaires aux comptes aux Membres du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

Nous avons vérifié les états financiers du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) qui comprennent le compte de résultat, le tableau des fluctuations des réserves et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, l'état de la situation financière à cette date, un résumé des principales règles et méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction concernant le rapport financier

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle du rapport financier en conformité avec les normes internationales d'information financière et le règlement financier du PROE. Cette responsabilité comprend la mise en place et l'exécution des contrôles internes concernant la préparation et la présentation fidèle du rapport financier sans erreur importante, qu'elle soit frauduleuse ou non ; la sélection et l'application des méthodes comptables appropriées ; et la réalisation d'estimations comptables raisonnables compte tenu des circonstances.

Responsabilités des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer un avis à l'intention des Membres du PROE, en tant qu'organisation, conformément à l'article 32 du règlement financier. Notre travail d'audit a été réalisé dans l'unique but de pouvoir nous prononcer sur les questions devant figurer dans le rapport des commissaires aux comptes destiné aux Membres. Dans les limites autorisées par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité auprès de quiconque à l'exclusion du PROE et des Membres du PROE en tant qu'organisation, pour notre travail d'audit, le présent rapport ou les avis que nous avons émis. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales en la matière. Ces normes exigent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative.

Nous confirmons que nous n'avons aucune relation avec le PROE hormis celle de vérifier ses états financiers.

L'audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans le rapport financier. Le choix des procédures relève du jugement du commissaire aux comptes, de même que l'évaluation du risque que le rapport financier contienne des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le commissaire aux comptes prend en considération le contrôle interne en vigueur dans l'entité pour l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non afin d'exprimer un avis sur l'efficacité du contrôle interne. L'audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables effectuées par la direction du PROE, de même que l'appréciation de la présentation du rapport financier dans son ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour formuler notre avis.

Avis des commissaires aux comptes

Nous estimons que le PROE a tenu des livres de compte en bonne et due forme, sur la base de notre examen de ces livres, et que les états financiers qui ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière :

- (i) sont en accord avec les livres de compte ;
- ii) à notre connaissance et compte tenu des explications qui nous ont été données :
 - a. donnent une image fidèle de la situation du PROE au 31 décembre 2012 ainsi que de ses résultats financiers et de ses flux de réserves et de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
 - b. fournissent les informations requises par le règlement financier du PROE selon les modalités spécifiées.

Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui étaient, à notre connaissance, nécessaires à la vérification des comptes.

Exigences spécifiques

En application des dispositions de l'article 32 du règlement financier du PROE, nous portons à votre connaissance les points suivants :

L'étendue et la nature de notre examen sont expliquées à la section sur la *Responsabilité des commissaires aux comptes* et sont conformes aux normes internationales d'audit. Les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 ont été préparés en conformité avec les normes internationales d'information financière.

- a. Aucune question spécifique affectant l'intégrité et la fidélité des comptes n'est à mentionner car toutes les questions sont constatées dans les états financiers.
- b. Nous confirmons la fidélité des registres de l'équipement suite à l'inspection physique des nouveaux biens et à la vérification des biens cédés pendant la période comptable.
- c. Les procédures financières du PROE sont satisfaisantes d'après notre examen des procédures financières nécessaires à la formulation de l'avis des commissaires aux comptes exprimé plus haut.
- d. La couverture des biens du PROE est satisfaisante d'après notre examen des documents d'assurance.
- e. Les autres questions qui n'influencent pas notre avis ont été portées à l'attention de la direction dans le rapport qui lui est adressé.

BETHAM & CO.
Experts-comptables
Apia (Samoa)
25 avril 2013



A member of **AGN International Ltd.**, a worldwide association of separate and independent accounting and consulting firms
Betham & Co. House, Vaitele Street, Lalovaea, Samoa. P.O. Box 859, Apia, Samoa. T: +(685) 24337, F: +(685) 24336.
www.bethamco.com www.agn.org



PROE
Programme régional océanien
de l'environnement

PO Box 240, Apia, Samoa
T : +685 21929
F : +685 20231
E : sprep@sprep.org
W : www.sprep.org



Vision du PROE : L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Attestation d'audit interne et de gestion des risques

Exercice financier : 2012

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Nous, David Sheppard et Tagaloa Fa'afouina Su'a, estimons que le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement est doté de processus d'audit interne et de gestion des risques conformes, à tous égards, aux procédures et autres prescriptions stipulées dans le document intitulé « Politique d'audit interne ». Ces procédures fournissent un niveau d'assurance permettant à la direction générale du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement de cerner, comprendre, gérer et dûment maîtriser son exposition au risque.

Nous, David Sheppard et Tagaloa Fa'afouina Su'a, estimons que le Comité d'audit du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement est constitué et administré conformément aux exigences d'indépendance et de gouvernance stipulées dans la Politique d'audit interne et la Charte du Comité d'audit.

Le président et les membres du Comité d'audit sont les suivants :

- Président indépendant : M. Tagaloa Fa'afouina Su'a – Partenaire Su'a & Associates ;
- Membre indépendant : M. Stuart Home – Haut-commissaire adjoint de la Nouvelle-Zélande ;
- Membre indépendant : M. Jovilisi Suveinakama – Directeur général du bureau des Tokélaou à Apia ;
- Membre non-indépendant : M. Clark Peteru – Conseiller juridique du Secrétariat ;
- Membre non-indépendant : Mme Simeamativa Vaai – Conseillère en ressources humaines du Secrétariat

Nous, David Sheppard et Tagaloa Fa'afouina Su'a, déclarons que cette attestation d'audit interne est fournie pour le compte du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement.

David Sheppard
Directeur général du PROE

28th June, 2013

Tagaloa Fa'afouina Sua
Président du Comité d'audit

1 July, 2013

PUBLICATIONS

	ISBN/ISSN	PAGES
RAPPORTS TECHNIQUES (ISBN/ISSN)		
A comparative analysis of ecosystem-based adaptation and engineering options for Lami town, Fiji./N.S. Rao... [et al.]	978-982-04-0454-0 (papier) 978-982-04-0455-7 (électr.)	72 p.
Birds of Kiribati : a pocket guide to the birds of Kiribati	978-982-04-0456-4 (papier) 978-982-04-457-1 (électr.)	4 p.
The children take action ! : a climate change story/by Seema Deo and Kylie Jane Andersen-Navuku	978-982-04-0450-2 (papier) 978-982-04-0451-9 (électr.)	20 p.
Climate Services Training Workshop, Regional meteorological Services Directors Meeting (RMSD), Pacific Meteorological Council, 8-12 August 2011, Majuro, Marshall Islands	978-982-04-0460-1 (papier) 978-982-04-0461-8 (électr.)	77 p.
E-waste for journalists : a guide to covering electronic waste in the Pacific/by Nanette Woonton... [et al.]	978-982-04-0444-1 (papier) 978-982-04-445-8 (électr.)	20 p.
Pacific E-waste : a regional strategy and action plan	978-982-04-0448-9 (papier) 978-982-04-0449-6 (électr.)	36 p.
Legal frameworks for ecosystem-based adaptation to climate change in the Pacific islands/Ben Boer and Pepe Clarke	978-982-04-0439-7 (papier) 978-982-04-440-3 (électr.)	57 p.
Manual for mangrove monitoring in the Pacific Islands region/Joanna C. Ellison... [et al.]	978-982-04-0433-5 (papier) 978-982-04-0434-2 (électr.)	52 p.
Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement	978-982-04-0465-6 (papier) 978-982-04-0466-3 (électr.)	232 p.
Pacific islands meteorological strategy 2012–2021 : sustaining weather and climate services in Pacific island countries and territories.	978-982-04-0446-5 (papier) 978-982-04-0447-2 (électr.)	42 p.
Pacific Islands Regional Marine Species Programme 2013–2017 (anglais)	978-982-04-0452-6 (papier) 978-982-04-453-3 (électr.)	66 p.
Programme régional océanien sur les espèces marines 2013–2017 (français)	978-982-04-0477-9 (papier) 978-982-04-0478-6 (électr.)	66 p.
Pacific Islands Greenhouse Gas Abatement through Renewable Energy Project (PIGGAREP) : recommended proactive strategic barrier removal approach/Frank Pool	978-982-04-0458-8 (papier) 978-982-04-459-5 (électr.)	33 p.
Pacific waste education handbook : a guide for educators and communities	978-982-04-03963	98 p.
Plan d'action régional océanien pour les zones humides 2011–2013	978-982-04-0441-0 (électr.)	18 p.
Rapid biodiversity assessment of upland Savai'i, Samoa/by James Atherton and Bruce Jefferies (editors)	978-982-04-0470-0 (papier) 978-982-04-0469-4 (électr.)	151 p.
Status of birds, peka (flying foxes) and reptiles on Niue Island	978-982-04-0468-7 (papier) 978-982-04-467-0 (électr.)	33 p.
SÉRIES		
SPREP Annual Report 2011	1562-675X	52 p.
Rapport annuel du PROE 2011	1990-3561	52 p.

AUTRES PUBLICATIONS (Hors ISBN/ISSN)

A vision for effective and streamlined reporting in the Pacific

Restoration of Nu'utele and Nu'ulua Islands (Aleipata group), Samoa through the management of introduced rats and ants

Synthesis of National Capacity Self-Assessment Reports in the Pacific Region

Strategies and on the ground options for climate change adaptation and disaster risk management in the Pacific

The 2012 State of Environment (SOE) Outlook for Samoa : brochure

RAPPORTS DE RÉUNIONS

Report of the Sixth Meeting of the Conference of the Parties to the Waigani Convention, 31st August 2012, Noumea, New Caledonia.

Rapport de la onzième Conférence des Parties à la Convention de Nouméa, 30 août 2012, Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

Rapport de la vingt-troisième Conférence du PROE, 4-7 septembre 2012, Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

Regional Meteorological Services Directors (RMSD) 14th Meeting, Climate Services Training Workshop, Pacific Meteorological Council, 8-12 August, 2011, Majuro, Marshall Islands

Report of the Fifth (5th) Oceania Regional Meeting for COP11 of the Ramsar Convention on Wetlands, Koror, Palau, 26-30 March 2012

AFFICHES/BROCHURES

Affiche du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC)

Ocean Voices : Lessons from the whales for the CBD : Humpback whales in Oceania

CD/DVD

The Dugong : respect and protect

FICHES D'INFORMATION

Building MEA Capacity in Pacific Island Countries

Clean Pacific : lead acid batteries

Clean Pacific : Every Action Counts !

Convention on Biological Diversity

Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS)

MEA Pacific Wetlands

MEA Biodiversity FAQ

Waigani Convention

Waste, Pollution and Tourism

BULLETINS

Climate Change Matters

Pacific Invasive Learning Network (PILN) Soundbites

SPREP Empower Series

PERSONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2012

	NOM	POSTE	PAYS	EXPIRATION DU CONTRAT
Équipe de direction				
1	David Sheppard	Directeur général	Australie	05-oct-15
2	Kosi Latu	Directeur général adjoint	Samoa	20-juil-14
3	Stuart Chape	Directeur – Biodiversité et gestion écosystémique	Australie	04-sept-14
4	Netatua Pelesikoti	Directrice – Changement climatique	Tonga	29-nov-15
5	Sefanaia Nawadra	Directeur – Surveillance environnementale et gouvernance	Fidji	12-févr-15
6	David Haynes	Directeur – Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Australie	12-févr-15
7	Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	12-févr-13
8	Alofa Tuuau	Conseillère financière et administrative	Samoa	23-juil-14
9	Simeamativa Leota-Vaai	Conseillère en ressources humaines	Samoa	07-janv-16
Soutien à la direction				
10	Rosanna Galuvao-Ah Ching	Assistante du Directeur général	Samoa	30-mai-13
11	Apiseta Eti	Assistante du Directeur général adjoint	Samoa	31-déc-15
Audit interne				
12	Selesitina Reti	Auditrice interne	Samoa	25-juin-15
Changement climatique				
13	Taito Nakalevu	Directeur – Projet océanien d'adaptation au changement climatique	Fidji	05-avr-14
14	Peniamina Leavai	Chargé de la planification de l'adaptation – Projet océanien d'adaptation au changement climatique	Samoa	30-juin-13
15	Diane McFadzien	Conseillère en adaptation au changement climatique	Îles Cook	12-nov-13
16	Carlo Iacovino	Chargé de la communication sur le changement climatique	Australie	06-oct-15
17	Espen Ronneberg	Conseiller en changement climatique	Îles Marshall	31-déc-15
18	Tagaloa Cooper	Conseillère en coordination sur le changement climatique	Nioué	12-août-14
19	Makelesi Gonelevu	Spécialiste de la gestion des connaissances	Fidji	30-mars-14
20	Philip Wiles	Coordinateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique	Nouvelle-Zélande	06-août-14
21	Sili'a Kilepoa-Ualesi	Responsable du Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables	Samoa	12-juin-14
22	Nixon Kua	Responsable de l'atténuation du changement climatique	Îles Salomon	29-juin-13
23	Azarel Mariner	Assistante technique sur le changement climatique	Samoa	27-sept-15
24	Joyce Tulua	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	29-juil-13
25	Aaron Buncle	Économiste des ressources naturelles <i>Détaché par le Secrétariat du Commonwealth</i>	Australie	18-mai-15
26	Neville Koop	Conseiller en météorologie/climatologie <i>Détaché par le Secrétariat du Commonwealth</i>	Australie	18-mars-14
27	Rachael Dempsey	Spécialiste du changement climatique détachée par la GIZ	Australie	31-déc-15
28	<i>Vacant</i>	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie		
29	<i>Vacant</i>	Chargé des opérations et des finances – Projet océanien d'adaptation au changement climatique		
30	<i>Vacant</i>	Chargé de la surveillance et de l'évaluation du changement climatique		
Biodiversité et gestion écosystémique				
31	Tim Carruthers	Conseiller en gestion côtière et marine	Australie	05-juin-14
32	Vainuupo Jungblut	Responsable Ramsar pour l'Océanie	Samoa	22-févr-15
33	Paul Donohoe	Spécialiste de l'adaptation écosystémique	Australie	27-avr-15
34	Penina Solomona	Agente océanienne chargée de la Convention sur les espèces migratrices	Fidji	07-janv-14
35	Catherine Siota	Responsable de la base de données sur les tortues	Îles Salomon	12-mai-13
36	David Moverley	Spécialiste des espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	13-oct-15
37	Posa Skelton	Coordinateur du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes	Samoa	29-juin-13
38	Easter Galuvao	Conseillère en biodiversité	Samoa	11-avr-13
39	Bruce Jefferies	Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres	Nouvelle-Zélande	10-janv-14
40	Gianluca Serra	Coordinateur des projets du Fonds pour l'environnement mondial	Italie	20-mars-15
41	Neil Wilkinshaw	Coordonnateur de conférence, Volunteer Service Abroad, NZ	Nouvelle-Zélande	31-déc-13
42	Makerita Atiga	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	02-août-14

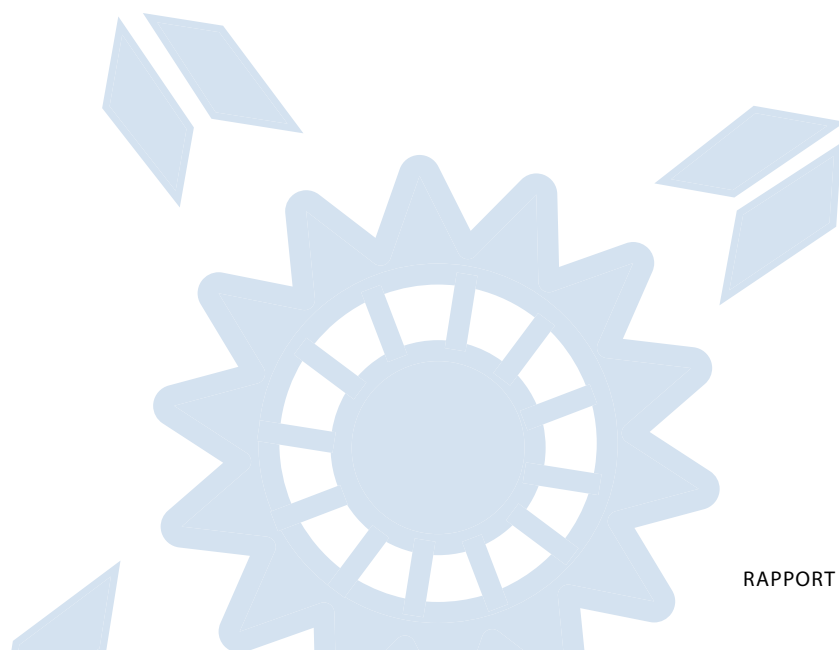
	NOM	POSTE	PAYS	EXPIRATION DU CONTRAT
43	<i>Vacant</i>	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices		
44	<i>Vacant</i>	Spécialiste de la gestion des récifs coralliens		
	<i>Surveillance environnementale et gouvernance</i>			
45	Paul Anderson	Spécialiste de la surveillance de l'environnement	États-Unis d'Amérique	17-mars-13
46	Gillian Key	Conseillère en développement des capacités	Royaume-Uni	27-sept-13
47	Tepa Suaesi	Spécialiste de la planification environnementale	Samoa	27-juin-13
48	Meapelo Maiai	Conseiller chargé de l'assistance du FEM	Samoa	04-nov-15
49	Theresa Fruean-Afa	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	13-avr-15
50	Patrick Zerzan	Stagiaire, Programme des jeunes cadres	Guam	06-sept-13
51	<i>Vacant</i>	Conseiller en surveillance et planification environnementales		
52	<i>Vacant</i>	Conseiller en développement durable		
	<i>Gestion des déchets et lutte contre la pollution</i>			
53	Anthony Talouli	Conseiller en pollution	Fidji	20-avr-13
54	Esther Richards	Conseillère en gestion des déchets solides	Saint-Vincent-et-les Grenadines	11-août-14
55	Pulemalie Habiri	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	03-oct-13
56	<i>Vacant</i>	Spécialiste de la gestion des déchets dangereux		
57	<i>Vacant</i>	Coordinateur des projets du Fonds pour l'environnement mondial		
	<i>Services généraux</i>			
	<i>Documentation et archives</i>			
58	Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation et des archives	Samoa	09-août-15
59	Lupe Silulu	Responsable des dossiers et archives	Samoa	31-déc-15
60	Helen Tuilagi-Ah Kuoi	Assistante chargée des dossiers et des archives	Samoa	27-oct-15
61	<i>Vacant</i>	Chargé de l'information		
	<i>Communication et sensibilisation</i>			
62	Seema DEO	Conseillère en communication et sensibilisation	Fidji	12-mars-15
63	Nanette Woonton	Attachée de relations publiques	Îles Cook	15-sept-13
64	Kathleen Leewai	Chargé des publications	Fidji	17-nov-15
	<i>Technologies de l'information</i>			
65	Christian Slaven	Directeur des TI	Samoa	02-mai-15
66	Epeli Tagi	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques	Fidji	06-janv-14
67	Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	13-févr-14
68	<i>Vacant</i>	Développeur administrateur système		
	<i>Finance et administration</i>			
69	Makereta Kaurasi-Manueli	Comptable	Fidji	14-avr-15
70	Maraea Slade-Pogi	Comptable	Samoa	13-sept-15
71	Pauline Fruean	Chargée des conférences et des voyages	Samoa	07-sept-13
72	Leilani Chan Tung	Commis aux comptes fournisseurs	Samoa	25-août-15
73	Ioane Iosefo	Chargée des finances	Samoa	02-avr-14
74	Rachel Levi	Chargée des finances – Paie	Samoa	11-mars-15
75	Lawrence Warner	Responsable des biens immobiliers	Samoa	04-déc-15
76	Faamanatu Sititi	Chauffeur/commis	Samoa	05-déc-14
77	Tologauvale Leaula	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa	31-déc-15
78	Amosa To'oto'o	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa	31-déc-13
79	Silupe Gafa	Jardinier	Samoa	31-mars-14
	<i>Ressources humaines</i>			
80	Luana Chan-Jamieson	Administrateur adjoint des ressources humaines	Samoa	11-août-14
81	Christine Purcell	Administratrice adjointe des ressources humaines	Samoa	04-mars-15
82	Jolynn Managreve-Fepuleai	Administratrice adjointe des ressources humaines	Fidji	08-juil-15
83	Monica Tupai	Réceptionniste/Service à la clientèle	Samoa	30-déc-15

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

3R	Réduire, réutiliser, recycler
ACA	Analyse coûts-avantages
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique (pays de la Convention de Lomé)
AFD	Agence française de développement
AME	Accord multilatéral sur l'environnement
AMSA	Direction australienne de la sûreté maritime
APAN	Réseau d'adaptation Asie-Pacifique
ASNNC	Association pour la Sauvegarde de la Nature Néo-Calédonienne
AusAID	Agence australienne pour le développement international
CABI	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEPF	Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques
CID	Centre d'information et de documentation
CI	Conservation International
CMS	Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
CNUDD	Commission des Nations Unies sur le développement durable
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique
CPS	Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
CSIRO	Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (Australie)
ÉIE	Étude d'impact sur l'environnement
ÉTIO	États et Territoires insulaires océaniques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FINPAC	Projet Finlande-Océanie pour la réduction de la vulnérabilité des moyens de subsistance des pays insulaires du Pacifique sous l'effet du changement climatique
GCCA	Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique

GEF-PAS	Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de développement international)
HCDH	Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
ICCAI	Initiative internationale d'adaptation au changement climatique
IFAW	Fonds international pour la défense des animaux
IRD	Institut de recherche pour le développement
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
J-PRISM	Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les pays insulaires du Pacifique
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
JNAP	Plan d'action national conjoint
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MDP	Mécanisme pour un développement propre
MNZ	Maritime New Zealand
NOAA	Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (États-Unis)
OMI	Organisation maritime internationale
ONG	Organisation non gouvernementale
OPRC	Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
PACC	Projet océanien d'adaptation au changement climatique
PACPLAN	Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer
PANSB	Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité
PÉID	Petits États insulaires en développement
PI-GOOS	Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique
PIFACC	Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques
PIGGAREP	Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables
PILN	Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes
PIMS	Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique

PIP	Partenariat océanien sur les espèces envahissantes	SERED	Ressources et expérience éducatives à caractère scientifique associées au déploiement de bouées Argo dans le Pacifique Sud
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	TIC	Technologies de l'information et de la communication
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement	UE	Union européenne
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
PROE	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
RH	Ressources humaines	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (2012)	USP	Université du Pacifique Sud
SAICM	Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques		

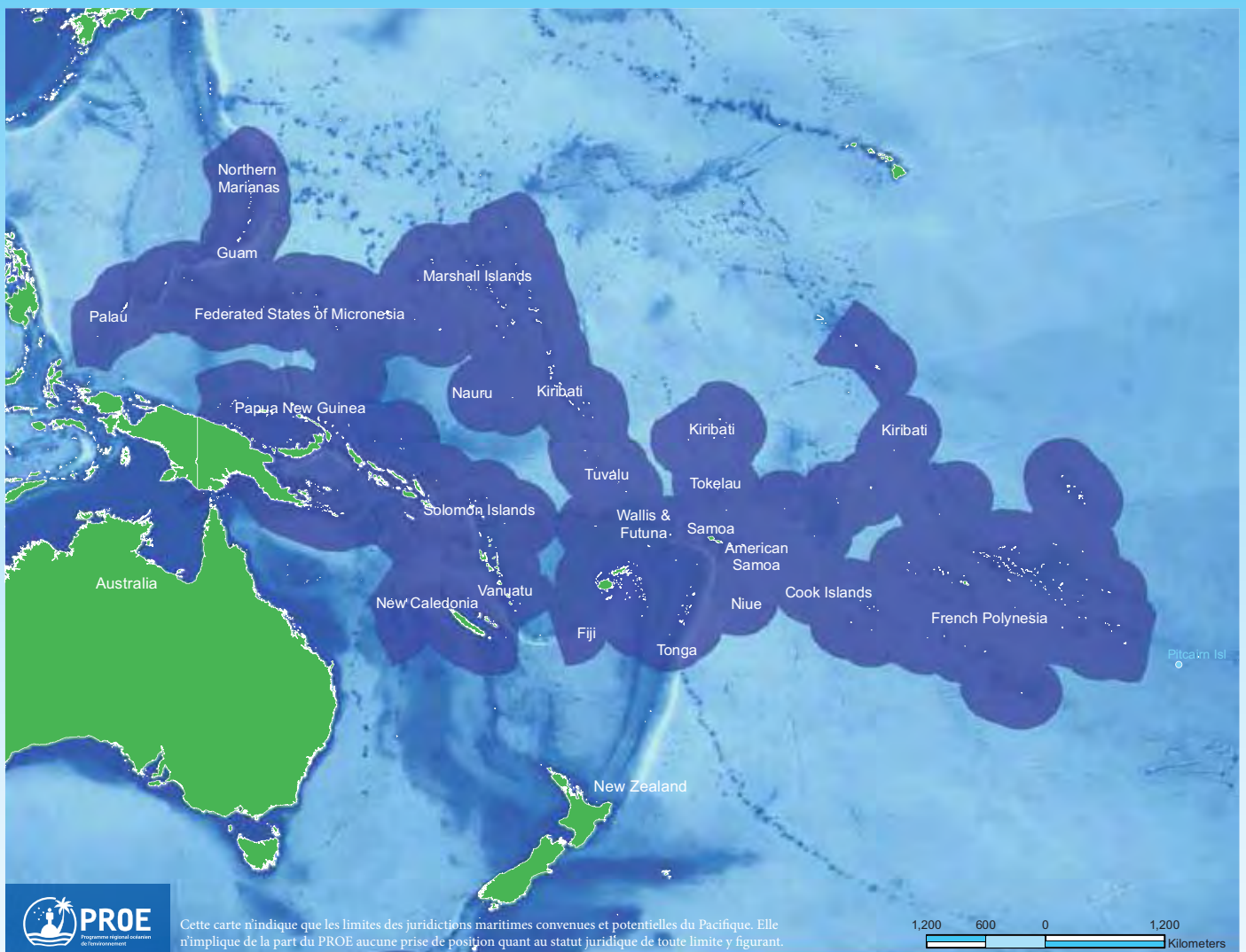


LE PACIFIQUE INSULAIRE

Le PROE compte 26 Membres, dont 21 États et Territoires insulaires océaniques et cinq États développés* ayant des intérêts directs dans la région :

Australie*, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique*, Fidji, France*, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande*, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Royaume-Uni*, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna.

Le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE) est la principale organisation intergouvernementale du Pacifique œuvrant dans le domaine environnemental. Il a pour mission de promouvoir la coopération dans la région du Pacifique et de contribuer à la protection et à l'amélioration de son environnement ainsi qu'à la pérennisation de son développement pour les générations actuelles et futures.



Vision du PROE : L'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.



www.sprep.org

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est l'organisation intergouvernementale chargée de la protection et de la gestion durable de l'environnement du Pacifique insulaire.

Le PROE aspire à un environnement océanien garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Le PROE joue un rôle de premier plan dans les efforts déployés à l'échelon régional pour répondre aux préoccupations environnementales en fournissant des conseils techniques, un appui aux programmes et des activités de renforcement des capacités humaines et institutionnelles, et en coordonnant les ripostes régionales aux problèmes mondiaux ainsi que les actions découlant d'accords internationaux.

Ses activités sont régies par un Plan stratégique quinquennal 2011–2015, formellement adopté par la 21^e Conférence du PROE, réunie en Papouasie-Nouvelle-Guinée en septembre 2010.

Pour plus d'informations sur le PROE ou ses travaux dans les domaines de la conservation, de la gestion des ressources et du développement durable, veuillez consulter www.sprep.org.



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement